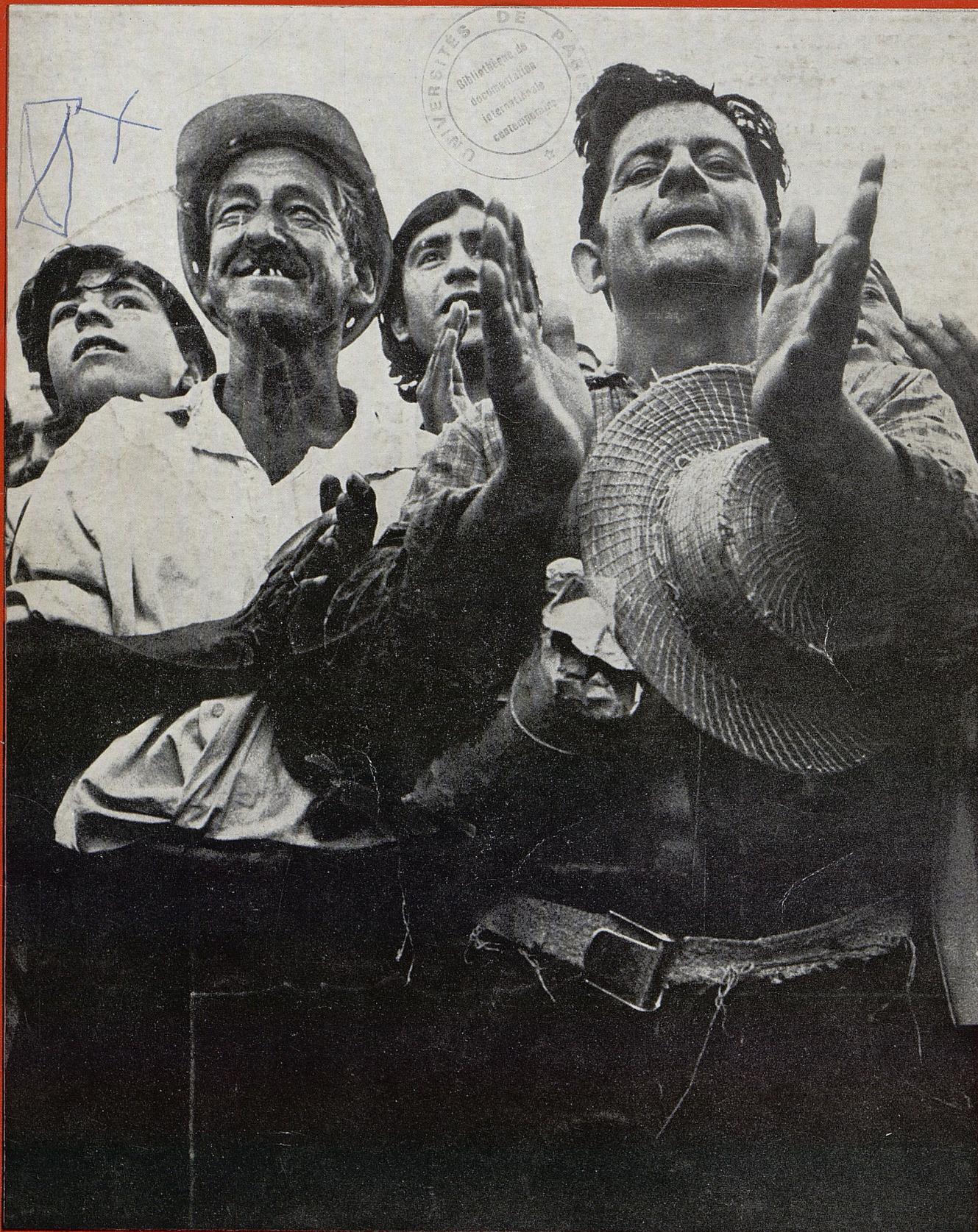


VENCEREMOS

ORGANE DE DIFFUSION DU PARTI SOCIALISTE CHILIEN / PARIS



VERSION FRANÇAISE

N° 2/mars-avril 75/7F

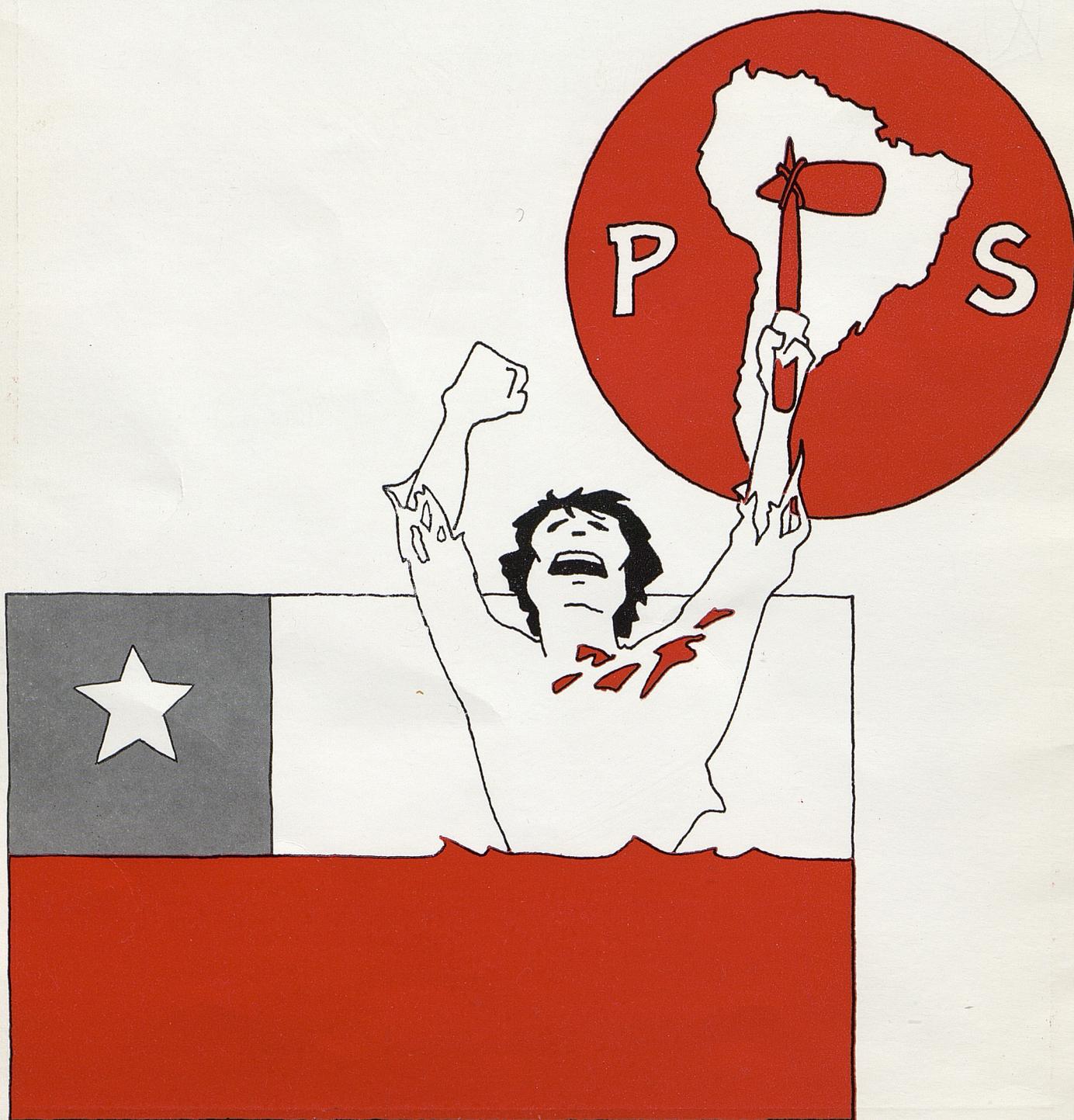
VENCEREMOS

ORGANE DE DIFFUSION DU PARTI SOCIALISTE CHILIEN / PARIS

41, BD DE MACENTA
75010 PARIS

Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement les opinions
du P. S. CH.

Couvertures, pages 1 et 4 :
Photos de la Manifestation des travailleurs
pendant le gouvernement d'Unité Populaire au Chili.



PLANTU

4 P 8485



ÉDITORIAL

Plus d'un an après le Coup d'Etat au Chili, les explications fournies et les perspectives offertes nous semblent encore insuffisantes. Il ne suffit pas, en effet, de dénoncer les faits (nous n'avons cependant pas terminé), il faut aussi chercher une interprétation à ce coup dur pour le prolétariat.

Il nous faut analyser les différents points de vue susceptibles de fournir des éclaircissements. Notre objectif est, par conséquent, de chercher une perspective socialiste qui ne peut être analysée que dans le cadre de l'internationalisme prolétarien.

Pour beaucoup, au Chili, la terreur imposée par la Junte n'a aucune logique. La persécution déchainée, la torture systématique, la terreur généralisée, la répression massive sont l'œuvre de psychopates. Mais nous ne pouvons oublier que cette « folie » déjà vue (accumulation primitive du capital, extermination des Indiens d'Amazonie par la dictature brésilienne) est l'expression historique la plus conséquente du système capitaliste dans une situation de crise évidente.

Ce n'est qu'à travers les contradictions mêmes du système capitaliste que nous expliquons la dictature chilienne. Cela implique la recherche des éléments concrets qui ont produit la polarisation de la lutte des classes dans notre pays.

L'impérialisme yankee au Chili et ses complices intérieurs, la bourgeoisie nationale, ont essayé en peu de temps trois modèles économiques et politiques différents. En 1952 : Ibanez, un militaire populiste qui, dissimulant la corruption des gouvernements antérieurs, livre le pays à l'impérialisme et laisse faire la classe dominante.

On pourrait dire qu'à un moment déterminé, la bourgeoisie se donne le temps de réadapter un appareil politique qui n'a plus l'estime des masses.

En 1958, Alessandri, conservateur typique, qui laisse intouchable la politique impérialiste du développement économique ; parallèlement, on critique la corruption. La répression contre le mouvement populaire se poursuit. L'économie adoptée échoue, principalement à cause du caractère retardataire de la bourgeoisie agraire, qui a empêché la création d'un marché suffisant pour les produits de l'impérialisme. Les partis de droite participent de nouveau activement au gouvernement. En 1964, la crise aiguë et l'influence de la Révolution cubaine forcent l'impérialisme à redéfinir sa politique latino-américaine. L'image populiste, l'« intégration » des couches sociales les plus défavorisées (les paysans en particulier) et la Réforme Agraire sont à la fois des armes de combat contre la flambée de guérilla et une méthode efficace pour créer un niveau de développement permettant une plus ample pénétration impérialiste. La droite se camoufle derrière ceux qui ne sont pas trop compromis, aux yeux des masses, avec l'économie et la politique de crise à cette époque, c'est-à-dire la Démocratie Chrétienne. Le résultat final est l'amplification et la dramatisation de la crise. En effet, la Réforme Agraire a éveillé les consciences au-delà de toute attente, et renouvelé les forces du puissant mouvement de masse dirigé par la gauche.

L'impérialisme en tire des conclusions rapides, il interrompt l'expérience réformiste de l'Alliance pour le Progrès au Venezuela et lance, après l'échec de la Démocratie Chrétienne, un système beaucoup plus sûr : la dictature militaire fascisante à la brésilienne. Avec une logique machiavélique : « la fin (sauvegarder les intérêts impérialistes) justifie les moyens (tortures, massacres, répression) », l'impérialisme se voit obligé de « résoudre » la crise par le feu et le sang. Il a suffi de dix ans pour apprendre qu'aucun moyen démocratique ne peut empêcher ceux qui souffrent de la faim et de la misère de protester. Le problème — dont on

ne discute évidemment pas au Département d'Etat — c'est purement et simplement le Capitalisme.

Allende et l'Unité Populaire constituaient une inconnue. L'impérialisme essaya tout d'abord de les gagner à sa cause, en intégrant un cinquième modèle à sa « politique internationale ». Ses espoirs ont été vite déçus. La force du mouvement de masse faisait que toute transaction aurait signifié la mort politique de ceux qui s'étaient engagés dans le processus. Dans le peuple, la majorité attendait ce moment pour entamer une nouvelle étape historique : la transition au socialisme.

La progression des masses, les nationalisations, le contrôle ouvrier sur les industries, l'occupation des grandes propriétés ont entraîné sans aucun doute l'aggravation de la crise capitaliste, car on ne peut changer le système qu'en détruisant les structures sociales capitalistes.

Les théoriciens petit-bourgeois inventent des plans pour concilier les forces en conflit, mais le passage au socialisme est douloureux. Ceux qui prétendent réaliser ce changement sans ressentiments tombent dans une typique erreur bourgeoise. Précisément, la crise du système capitaliste permettait les plus grands espoirs : arriver au socialisme et montrer que la voie suivie était la bonne.

Constatant cette situation au début de 1971, la bourgeoisie et l'impérialisme déclarent la guerre. La gauche, avec ses hésitations et ses faiblesses, est disposée à aller jusqu'au bout. Ce qu'un idéologue démocrate-chrétien a qualifié de « politique des maréchaux russes » a commencé sa marche implacable. L'instinct de classe de la bourgeoisie l'a poussée à s'unir comme elle ne l'avait jamais fait au cours de sa vie politique. Il s'agissait de céder du terrain à l'ennemi (l'U.P.) en détruisant tout derrière elle. Ce que le peuple consacrerait à la reconstruction serait irrécupérable. Alors commencent la fuite des capitaux, l'absence d'investissement, les incendies d'usines, le boycott à la production, le marché noir, la spéculation, etc. Quand le peuple marche vers une usine, il trouve les machines à demi arrêtées, sans pièces de rechange... La bourgeoisie continue à lancer ses forces qui, si elles ne peuvent pas arrêter complètement le processus, le sabotent et le retardent. Les tâches de la gauche sont plutôt de reconstruire que de construire. Le temps joue en faveur de la bourgeoisie. Le délai nécessaire pour résoudre la crise est trop court, et l'attachement à la démocratie libérale devient le principal obstacle à des solutions radicales. Le manque de vision de l'avant-garde de gauche est devenu matière de discussion politique, ce qui, à la longue, neutralise plus encore le mouvement populaire. Car on continue d'avancer contre l'ennemi, on sait qu'un affrontement aura bientôt lieu, mais on n'y prépare pas les masses.

Par ailleurs, la bourgeoisie ne reste pas passive. De sa retraite, elle prépare ses effectifs. Les Forces Armées constituent son centre idéal de recrutement. Ce qu'elle n'a pas obtenu au début, elle le conquiert par sa patience et sa persévérance. La crise commence à gagner les F.A., à cause du désir naissant qu'a la gauche d'engager la lutte contre les puschistes. La bourgeoisie découvre des milliers de trucs pour lancer dans le coup d'Etat les militaires déjà perméa-

bles à son idéologie. Les éléments idéologiques existent ; il ne manque que la décision de quelques généraux pour préparer la conspiration sinistre.

En avril 1973, constatant que la puissance de la gauche ne sera pas diminuée par les élections, la bourgeoisie engage la répression contre elle. Des centaines de personnes de gauche sont emprisonnées par le biais de la loi sur le contrôle des armes, des soldats sont persécutés... La décision est prise. La gauche a fait preuve d'une ingénuité infantile. L'avènement du socialisme dans la légalité commence à s'appeler « EXPERIENCE CHILIENNE ». Faut-il un échec aussi fracassant pour comprendre que l'impérialisme et la bourgeoisie n'accepteront jamais passivement la transition vers le socialisme ?

Mais une autre question se pose immédiatement : pouvait-on éviter le coup d'Etat ? Pour beaucoup de gens, une erreur tactique a été commise. Pour nous, le problème n'est pas si simple. La première manière de l'éviter était de faire des concessions d'une envergure telle qu'elles auraient signifié la capitulation définitive de la gauche face à l'impérialisme. Certains ont dit qu'il n'était pas nécessaire d'aller aussi vite, ou que l'extrême gauche avait donné des arguments aux fascistes. La rapidité ne permet certainement pas de définir un processus politique. Mais si l'on entend par « extrême gauche » le M.I.R. (3 % des voix aux élections de la C.U.T. en 1972, contre 60 % pour l'U.P.), la rendre coupable est ridicule tant son importance est négligeable dans l'ensemble du processus. Le coup d'Etat n'est pas dirigé contre l'extrême gauche ni même contre ses partis, mais contre les masses dans leur ensemble, contre le processus total. La répression atteint dans les mêmes proportions tous les partis de gauche. La seconde manière d'éviter le putsch était d'accepter le dialogue avec la Démocratie-Chrétienne, mais les conditions imposées impliquaient aussi des concessions. La troisième manière était d'avoir lancé l'insurrection au moment où la corrélation des forces était nettement favorable à la gauche, y compris à l'intérieur des forces armées. On aurait pu profiter, par exemple, du 29 juin 1973, jour du coup d'Etat manqué grâce aux militaires fidèles au gouvernement. L'avant-garde capable de le faire n'existait pas.

Or, il est aussi criminel de rendre la guerre évitable que de ne pas faire une guerre inévitable*.

**

Le mouvement ouvrier a connu de nombreuses défaites. Malgré toutes ses singularités, le Chili n'y fait pas exception. Mais il est du devoir de tous les révolutionnaires du monde d'en tirer les leçons nécessaires.

La répression brutale dont le peuple chilien est victime n'entraîne ni l'élimination de la crise ni la solution de la crise. Au contraire, la politique instaurée par la Junte, et qui exclut de larges secteurs du marché, tend à appauvrir les couches moyennes en accentuant les contradictions du capitalisme dépendant. Cette politique ouvertement anti-ouvrière oblige, d'autre part, à intensifier la répression, ce qui

* Au Chili, la guerre était inévitable.

isole de plus en plus la Junte sur le plan international, et neutralise d'éventuels investisseurs étrangers, susceptibles d'être boycottés par les travailleurs de tous les pays où ils sont implantés.

Cette même politique a provoqué des cassures irréparables au sein de la Démocratie-Chrétienne. Les militaires n'ont d'autre point d'appui qu'eux-mêmes. Ce sont précisément les secteurs intermédiaires qui cherchent des débouchés pour le processus, mais en définitive, le prolétariat est l'unique opposant à la Junte car la bourgeoisie, au maximum, veut une pause de la répression, mais non un changement de régime.

Les conditions objectives sont nettement défavorables à la Junte. La gauche chilienne ne peut plus se permettre de petites disputes qui gênent le déroulement du processus historique. Le peuple exige que s'unissent toutes les forces de gauche. Comme disait Armando Hart : « L'unité et la puissance des forces populaires du Chili demande en premier lieu l'union du P.C., du P.S. et du M.I.R. » Il ajoutait : « Existence et unité interne, solidarité extérieure sont deux éléments de la stratégie du mouvement révolutionnaire latino-américain en faveur du Chili. »

Dans ce contexte, les tâches de la Résistance ont besoin d'une projection internationale, en plus des tâches nationales proprement dites. La proportion de la solidarité ne doit absolument pas baisser, car c'est sur cette impunité que compte l'impérialisme pour venir au secours de Pinochet et de sa clique.

Aujourd'hui, la Junte améliore son image de marque jusqu'à faire croire, à la limite, que les prisonniers politiques le sont encore parce qu'aucun pays ne leur accorde de visa. La vérité est tout autre. Ce geste « humanitaire » de libérer des prisonniers vient de la nécessité pour la Junte de pouvoir négocier la dette extérieure dans de meilleures conditions au Club de Paris. Pour les Chiliens, le problème est celui-ci : pas un sou pour les tortionnaires, liberté de tous les prisonniers politiques. Toute autre attitude ne peut être qualifiée que de complicité avec la sauvagerie encore en vigueur au Chili.

Nous demandons des manifestations pour démasquer l'hypocrisie. Les Chiliens ne peuvent rester dans leur patrie. Ils doivent choisir entre l'exil et la prison. Il n'y a aucune charge légale contre ceux que l'on prétend laisser sortir du pays. Cette ignominie doit être dénoncée. Aucune loi du monde ne peut empêcher un citoyen qui n'est accusé de rien et qui n'est jamais passé devant aucun tribunal de rester dans son pays.

Nous exigeons la liberté de tous les Chiliens. Nous exigeons la fin de la répression. Car en même temps qu'on en libère dix, cinquante sont arrêtés, emprisonnés et torturés. Voilà l'« image démocratique » de la Junte.

LIBERTÉ DÉMOCRATIE ET SOCIALISME AU CHILI



CLODOMIRO ALMEYDA

La libération de notre camarade Clodomiro Almeyda représente une grande victoire pour la Solidarité Internationale avec le Peuple Chilien.

Clodomiro Almeyda, membre de la Commission Politique du Parti Socialiste Chilien, occupa au sein du gouvernement populaire les plus hautes fonctions, ainsi que la vice-présidence de la République.

Comme Ministre des Affaires Etrangères il dépassa, avec son intégrité et son intelligence, le cadre national.

Comme militant de la cause populaire, sa personnalité intègre, acquiert après plus d'une année de prison dans des conditions de répression et d'outrage continuels, une dimension encore plus grande.

Nous saluons la libération du camarade Clodomiro Almeyda. En même temps, nous nous imposons le devoir de redoubler nos efforts afin d'obtenir la libération de tous nos militants emprisonnés et torturés et pour éviter leur expulsion du Chili. Enfin, pour ce qui est notre tâche principale, créer les conditions visant à la défaite définitive de la dictature.

A PROPOS DE L'EXPÉRIENCE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT POPULAIRE

J. A. GALAN

On est tenté de croire que les difficultés économiques qui se sont produites au cours du processus de transformations, sont dues au manque de prévisions, aux erreurs de calcul ou encore plus simplement à la maladresse des économistes qui étaient responsables de la conjoncture économique. Il serait trop facile de réduire la complexité du processus chilien à ce type de réflexion. Ce qui est encore plus grave, c'est qu'elle ferme toutes les possibilités d'une pratique théorique de l'expérience chilienne qui, bien qu'inexistante jusqu'à aujourd'hui, n'en est pas moins nécessaire. C'est précisément à cette intention que nous voudrions introduire quelques nouveaux éléments d'analyse qui pourraient permettre de tirer les leçons politiques qui correspondent.

Au cours des trois ans du gouvernement de la U.P., nous pourrions distinguer, en accord avec les données traditionnelles de la conjoncture, deux étapes. La première concernant l'accroissement rapide de 1971 jusqu'au début de 1972, et la seconde une étape de grande contraction économique qui commence à la moitié de 1972 jusqu'au coup d'Etat.

Le taux d'accroissement de l'économie qui s'éleva à 8,3 % en 1971, prend toute sa signification quand on tient compte qu'au cours du dernier trimestre de 1970 l'économie chilienne a subi une récession violente de l'activité économique due à l'instabilité politique qui s'est déroulée avant la ratification par le Parlement de la majorité relative obtenue aux urnes par le mouvement populaire. En effet, en décembre 1970, le taux de chômage atteignait à Santiago 8,3 %, conséquence de la situation caduque imprévue de contrats d'investissements surtout dans la construction et à l'arrêt des achats de matières premières que les grandes entreprises à caractère monopolistes faisaient à la petite ou moyenne industrie.

La rupture des tendances dépressives de l'année 1970 a été la conséquence d'un plus grand pouvoir d'achat des travailleurs qui ont vu une amélioration de leur salaire, un contrôle des prix et une augmentation de l'emploi. La croissance obtenue, spécialement dans l'industrie, 12,1 %, a été possible grâce aux capacités excédentaires ainsi qu'à la disponibilité en devises, sans considérer encore le blocus financier et les augmentations de prix internationaux. Ces deux facteurs sont seulement intervenus avec toute leur force

à partir du deuxième semestre de 1972, bien qu'ils se ressentent déjà en partie au cours du deuxième semestre de 1971, surtout en ce qui concerne le financement à court terme.

Une des caractéristiques importantes de cet accroissement instable mais significatif fût celle de ne pas être associée aux prix élevés du cuivre ni à l'augmentation du coefficient des investissements. Au contraire, l'accroissement économique de 1971 et de 1972 s'est fait au moment même des plus mauvaises conditions du prix du cuivre qui a diminué de 19 % pendant les deux ans, et une augmentation des prix des importations, c'est-à-dire qu'à la différence du modèle traditionnel de l'accroissement de l'économie chilienne, elle progresse quand le pouvoir d'achat de ses exportations va en diminuant par rapport à la période précédente. En plus le coefficient d'investissement en 1971 a diminué de 15,5 %, moyenne de 1966-70, à 14,3 %. Malgré tout, il faut tenir compte du coefficient d'investissement pour la période 1966-70 qui est très influencé par les prix élevés du cuivre et ne pas oublier non plus le plan d'investissement des grandes mines de cuivre.

C'est pourquoi l'accroissement de la première année de gouvernement qui s'est d'ailleurs prolongé pendant les premiers mois de 1972 a été de caractère extensif, c'est-à-dire qu'il s'est appuyé sur une incorporation des ressources disponibles: force de travail et capacités excédentaires, tout ceci se réalisant à travers l'élargissement du marché interne et de l'emploi des mécanismes de marché dans le fonctionnement duquel l'Etat intervenait très amplement.

En février 1972, au cœur de la réunion de l'Arrayan la direction économique remet au Président de la République et aux directions politiques de la U.P. un bilan de la situation économique. Dans ce document on attire l'attention sur trois aspects :

a) La pleine capacité de l'appareil de production avait été atteinte en moyenne à la fin de 1971 et la marge de capacité oisive qui restait dans quelques branches nécessitait des investissements complémentaires ou un meilleur ravitaillement de matières premières agricoles. De plus l'accroissement industriel ne pouvait pas continuer à s'appuyer sur une ampliation du marché interne.

b) Le mode de redistribution des revenus au cours de l'année 1973 a mis en évidence un déséquilibre entre la nouvelle structure de demande établie par la politique économique du moment et la structure d'offre héritée. Ni l'industrie chilienne ni l'économie globale n'étaient préparées et orientées pour habiller et alimenter les 200.000 nouveaux travailleurs qui se sont incorporés au marché. Pourtant, les pressions inflationnistes existantes, qui atteignaient 22,1 % en 1971, iraient en s'accroissant au cours de l'année 1972 dans la mesure où un grand plan d'investissement ne serait pas mis en œuvre de façon à changer et d'adapter la structure d'offre au nouveau profil de demande.

c) Les difficultés du commerce extérieur deviendraient plus graves en 1972 à cause de la dévaluation du dollar à la fin de 1971 qui ferait augmenter le prix des importations de matières premières et des aliments. De plus, on n'avait aucun espoir de voir augmenter le cours du cuivre très bas en 1972, qui variait autour de 48 ctv alors qu'il était de 49,3 ctv en 1971

et de 61 ctv de 1965 à 1970. Il fallait ajouter à cette situation les effets du blocage extérieur qui s'est manifesté par la fermeture des crédits à court terme. Les perspectives difficiles du commerce extérieur exigeaient un plus grand rapprochement avec les pays latino-américains et une aide plus concrète des pays socialistes.

Comme on peut le voir, il n'y a pas eu d'erreur de prévision, ni de mirage de l'euphorie économique de la première étape. Il n'y a pas eu non plus surestimation de la capacité de l'appareil de production puisque très vite on a signalé son épuisement. Quant au problème de l'excès de la demande il a été correctement analysé comme un déséquilibre entre la structure d'offre et de la demande. Cependant, passer à l'accroissement intensif, c'est-à-dire appuyé sur les augmentations du coefficient d'accumulation et de productivité, signifiait prendre des décisions politiques de grande envergure.

En juin 1972, on remet au Président de la République un document dans lequel on insiste sur les difficultés exposées à la réunion de l'Arrayan. On y signale le ralentissement de la production industrielle et agricole, la continuation des pressions inflationnistes révélées par une augmentation annuelle de 46 % des prix ; la croissance du déficit fiscal dû au refus du Parlement d'approuver le financement du projet d'augmentation des salaires de l'année 1971, en accordant seulement un financement de 22 %. L'augmentation du déficit du commerce extérieur dû à l'élévation des prix de l'importation des aliments, supérieure à ce qui avait été prévu au début de l'année et aux mauvais résultats de la renégociation de la dette où le Chili s'est vu imposer le remboursement de 30 % des services au lieu de 5 % qui avaient été demandés, représentant au moins 230 millions de dollars à ses créanciers, alors que ses revenus pour les exportations en 1972 s'élevaient environ à 1.000 millions de dollars.

Grâce à ces antécédents, on entame une discussion au sein de la direction de la U.P. au cours de la fameuse réunion de Lo Curro où on prend une décision politique de faire face aux difficultés et contradictions engendrées par le profond processus de transformation de la structure économique. En effet, à ce moment-là, il a été prouvé que, malgré les efforts du secteur de l'Etat pour augmenter son investissement réel de 60 % en 1971, le secteur capitaliste diminue le sien de 57 %. Bien que le secteur d'Etat dans l'industrie représentait au début de 1972 18 % de l'emploi et 20 % du produit industriel, l'investissement du secteur capitaliste était d'une importance fondamentale du point de vue de l'emploi et des possibilités de briser les goulots d'étranglements qui existaient dans le secteur industriel à cause de l'accélération de l'accroissement. Les directions politiques de la U.P. se rendent également compte de l'importance d'encourager l'investissement et la productivité du secteur capitaliste de l'agriculture surtout qu'à ce moment-là le secteur réformé était en pleine réorganisation et que si le secteur privé diminuait son taux de productivité, le ravitaillement en produits agricoles pouvait se détériorer rapidement ou bien faire pression encore davantage sur la capacité déjà restreinte de devises.

L'investissement capitaliste de l'industrie tout comme celui de l'agriculture étaient obligés de passer par la stabilité de la propriété des moyennes et petites entreprises, ceci ayant pu se réaliser seulement au travers d'un compromis politique — étant donné les spécificités du processus chilien — avec la Démocratie Chrétienne pour fixer les limites de l'aire de l'Etat dans le secteur industriel et garantir l'impossibilité d'exproprier ceux qui possédaient moins de 40 hectares de terre.

D'autre part, la nouvelle politique économique prise au cours de la réunion de Lo Curro mettait fin au blocage des prix, permettant que les entreprises d'Etat ne soient plus déficitaires et donnait ainsi la possibilité au secteur d'Etat de se transformer en générateur d'excédents et de les recueillir. Les prix corrigés pouvaient permettre d'absorber de façon discriminatoire le surplus de liquidité et rompre partiellement avec la rigidité des recettes de l'Etat que l'opposition du Parlement avait réussi à imposer. En dernier lieu, la politique de revenus qui fut approuvée soulignait la sélectivité et non les augmentations proportionnelles, elle devait être financée par le Parlement, ce qui supposait également un accord avec la Démocratie Chrétienne.

La nouvelle politique économique ne fût jamais complètement mise en pratique parce qu'elle ne reçut qu'un appui politique éphémère aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la U.P. En effet, le parti majoritaire du gouvernement bien qu'ayant participé à l'analyse économique, n'était pas d'accord avec la solution politique, se réservant le droit d'assister ultérieurement aux conversations avec la Démocratie Chrétienne. Par ailleurs, le secteur conservateur de la D.C. ayant pour leader l'ex-Président Frei, fit échouer les conversations au dernier moment. Le manque de définition au sujet des limites de la propriété d'Etat introduisit un facteur d'incertitude de la petite et moyenne entreprise que la bourgeoisie monolithique sût très bien manipuler plus tard. Du point de vue économique, cela a signifié une déformation du processus d'accumulation non seulement à cause de la paralysie des décisions d'investissement du secteur capitaliste et la fuite de capitaux correspondants, mais aussi la réalisation de profit vers la consommation et l'investissement spéculatif. Finalement, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la coalition de gouvernement il y avait des groupes qui pensaient que le fait de ne pas définir les aires de la propriété pouvait faire avancer la constitution de l'aire de l'Etat en intervenant dans les entreprises sans aucune valeur stratégique du point de vue économique et qui épuisaient le faible appareil d'Etat. Cette situation signifiait passer outre la direction politique du processus, pouvant de cette manière justifier les craintes de la petite et moyenne bourgeoisie.

D'un autre côté, le relèvement des prix en août et septembre 1972, respectivement 22,7 % et 22,2 %, conséquence de la nouvelle politique économique, obligent à avancer l'augmentation des salaires ; à ce moment-là, le second parti du gouvernement retient l'application de la politique économique en produisant une augmentation générale des salaires sans distinction des tranches de revenus et ensuite bloque et retarde les augmentations des prix des entreprises

d'Etat. Dans un geste de volontarisme économique, on a voulu arrêter le processus d'inflation appliquant la même politique que l'on voulait corriger, c'est-à-dire blocage des prix et contrôle relatif des salaires sans considérer que le contexte de l'année 1972 était franchement de contraction économique à la différence de 1971.

En synthèse, la politique économique qu'on avait établie pour faire face aux difficultés économiques prévues n'a pas été prise en application parce qu'on n'a pas trouvé de force politique pour l'implanter de façon cohérente. Le Président de la République n'avait pas d'appui pour la lancer et à partir de ce moment l'appareil économique de gouvernement dut faire face à la tempête sans boussole pour l'orienter.

Cependant, les problèmes économiques persistaient avec les mêmes tendances que l'on avait signalées en temps voulu au début de 1972. Il était évident que l'économie chilienne entraînait dans une étape de diminution de l'offre globale, laquelle allait être amplifiée par deux faits nouveaux : la grève patronale d'octobre qui a duré 27 jours, et l'annonce officielle de l'aide soviétique en-dessous des expectatives du gouvernement chilien.

Il est bien connu que la grève d'octobre fût une tentative d'insurrection civile que la grande bourgeoisie — avec l'appui maintenant avoué de la C.I.A. — entreprit contre le gouvernement et qu'en dehors des effets politiques eut des conséquences économiques extrêmement graves pour les perspectives économiques de 1973. Tout d'abord la grève des transports routiers désarticula tout le système de la distribution des insecticides et engrais destinés à l'agriculture, affectant directement les semences de printemps et indirectement le rendement des récoltes de 1973. Ensuite, les fabriques continuant à tourner, on assiste à une diminution des stocks de matières premières sans pouvoir les renouveler, ceci n'ayant jamais pu se récupérer par la suite. De plus, le fait que l'industrie ait continué à travailler alors que le commerce était paralysé, produisit une saturation des entrepôts des fabriques étant donné que la production ne pouvait pas être écoulée. En dernier ressort, le manque de maintien de l'équipement industriel produisit de graves dégâts qui se vérifieraient après la grève puisque les pièces de rechange se retrouvaient entreposées dans d'autres fabriques.

La grève eût également une incidence qui se fit sentir plus tard quand il y eût une augmentation simultanée de la demande pour acquérir les matières premières afin de remplacer les stocks épuisés. Il était évident que la capacité de transport était bien au-dessous des besoins de cette situation anormale créée par le propre secteur patronal. De plus, il faut faire remarquer le problème de la saturation des ports qui a demandé plusieurs mois pour les débloquer et normaliser le flux du commerce extérieur, d'où aggravation du problème de ravitaillement au cours de l'année 1973.

Quant à la solidarité du camp socialiste, elle était d'une importance vitale, surtout pour maintenir le niveau d'activité industrielle et de consommation de base que les travailleurs avaient atteint pendant les 18 premiers mois de gouvernement et qui étaient profondément touchés par l'importation de l'inflation

internationale et les déséquilibres déjà commentés. Cependant l'espoir de l'aide soviétique s'envola, au moins en ce qui concerne le crédit à court terme qui était précisément la partie la plus bloquée et la plus difficile du financement externe. A la fin de 1972, on estimait que l'économie chilienne avait besoin d'une aide de 500 millions de dollars en matières premières et denrées alimentaires pour affronter les perspectives de 1973. Le gouvernement chilien propose alors au gouvernement soviétique que l'aide en question puisse être de préférence sous forme d'un crédit en marchandise ou d'un crédit traditionnel en devises, appuyé par un grand programme d'échange commercial, au début déficitaire mais qui pourrait s'équilibrer au cours des trois années suivantes. Ce commerce déséquilibré permettrait au processus chilien de sortir des difficultés de commerce extérieur des deux premières années et d'augmenter l'échange pour la période 1975-76 afin de payer la dette.

Après plusieurs négociations qui se sont conclues par le voyage à Moscou du propre Président Allende à la fin de 1972, la réponse se réduisit à une concession d'un crédit de 27 millions de dollars en matières premières et denrées alimentaires payables à moyen terme et à la concession d'un crédit en devises de 100 millions de dollars à court terme, avec les normes commerciales usuelles établies par les règles traditionnelles du marché international. Dans la pratique, ce prêt signifiait le renouvellement d'un crédit déjà obtenu de 80 millions de dollars en 1972 avec 20 millions additionnels. En ce qui concerne les crédits de machines et d'équipement le gouvernement soviétique avait donné toute latitude, le prêt en cette matière atteignait 500 millions de dollars à la fin de 1972 pour tout le camp socialiste. De toute façon, les crédits pour l'achat d'équipement ne signifiaient pas un soulagement important du déficit de la balance de paiement puisque le point névralgique du commerce extérieur chilien à cette date était le financement à court terme des importations courantes. Alors que la conjoncture économique de 1973 dû supporter le poids d'un blocage externe de la part du monde capitaliste et l'attitude d'attente du camp socialiste quant à l'aide économique puisque celle qui fût attribuée par le gouvernement soviétique fut réellement insuffisante pour faire face à la crise.

Après la réponse de l'aide soviétique on fit une balance des tendances de 1973. En décembre 1972 fut remis au Président Allende un rapport où l'on signalait: « Au cours du second semestre de 1972 se sont précisés avec une meilleure clarté les symptômes évidents d'une contraction économique des secteurs de l'industrie et de l'agriculture, ainsi qu'une stagnation des grandes mines de cuivre et de l'activité dans la construction. La situation des devises, encore plus grave que les années précédentes obligera à diminuer l'activité industrielle en 1973, évaluée comme une chute de la production de l'ordre de 10 %. Dans l'agriculture la situation n'est guère meilleure car on s'attend à une baisse des rendements et de la surface ensemencée, estimant une baisse de la production agricole de 5 %. »

A propos de l'expansion monétaire qui a eu lieu pendant la durée du gouvernement aux taux de 119 %, 139 % et 315 % d'augmentation annuelle, en

dehors de refléter les déséquilibres entre l'offre et la demande globale, indiquaient aussi l'intensité du conflit pour distribuer les ressources dans des directions opposées. Le déficit du budget de l'Etat fut celui qui a déterminé principalement l'accroissement de la masse monétaire. Cependant son origine n'est pas due à une erreur de calcul de possibilités de prélever des ressources réelles par l'intermédiaire de l'inflation puisqu'au début de 1972, la direction économique et politique de la coalition de gouvernement était déjà au courant de la situation du plein emploi et des tendances dépressives qui s'entrevoient pour le futur. Le gouvernement n'a pas choisi le chemin de l'émission de monnaie, à moins qu'on veuille attribuer aux responsables de la politique économique une conduite perverse, hypothèse que l'on veut faire croire aujourd'hui à de nombreux chiliens. Parmi les facteurs les plus importants qui ont déterminé l'accroissement du déficit de l'Etat, il faut noter les suivants :

a) En matière de financement, le gouvernement a établi pendant cette période un niveau de déficit programmé compatible avec la politique d'expansion et d'emploi qu'on voulait atteindre, en tenant compte d'un taux d'inflation considéré normal pour l'économie chilienne. Le déficit de l'Etat prévu comme pourcentage des dépenses présenté au Parlement fut de 25 % pour 1971, 22 % pour 1972 et 18 % pour 1973. Ce déficit incluait les dépenses publiques qui couvraient la réalisation des changements de structures et de transformation économique. Néanmoins, il est bon de signaler que c'est l'opposition conservatrice du Parlement qui a empêché le financement des augmentations de salaires du secteur d'Etat, contribuant ainsi à faire croître le déficit initial dans des proportions qui ont accéléré le rythme inflationniste au-delà des objectifs prévus par le gouvernement. De fait, l'opposition a seulement octroyé en moyenne 20 % des recettes nécessaires pour financer les lois de majoration des salaires pendant les trois ans, élevant ainsi le déficit fiscal réel comme pourcentage des dépenses respectivement à 33 %, 42 % et 50 %. Il est évident que l'ampleur du déficit pendant cette période fut la cause principale de l'expansion monétaire et le facteur le plus explosif du point de vue inflationniste, étant donné le plein emploi et la chute du pouvoir d'achat des exportations. Le refus d'attribuer de nouveaux impôts de la part du pouvoir législatif avait d'abord pour but de bloquer le programme de transformations et ensuite d'encourager le processus inflationniste, obligeant le gouvernement à émettre des billets, et à travers cela produire le chaos économique qui briserait la neutralité relative de l'Armée. Dans le dernier message présidentiel on y disait : « Une fois de plus l'opposition majoritaire au Parlement a utilisé un faux argument pour échapper à ses responsabilités constitutionnelles, leur argument étant que les propres augmentations du rendement des impôts venant du taux supposé d'inflation, permettraient de financer les projets d'augmentation de salaires accordées sans impôts nouveaux... Dans la pratique, l'inflation n'a pas donné les recettes qu'on attendait et le déficit budgétaire s'est accru de 2 à 5 fois au-dessus de ce que l'exécutif avait prévu, ceci contribuant à encourager l'inflation. »

b) Un deuxième aspect qui influe sur l'expansion

monétaire sont les augmentations de salaires qui vont au-delà des possibilités réelles. Ceci fut peut-être un des problèmes économiques dans lequel tous les partis de la coalition du gouvernement ont une responsabilité, car s'il est certain que sur le plan national il y eut un accord pour lancer une politique de salaires plus réduite, dans la pratique et au niveau des entreprises ou des services d'Etat les partis du gouvernement ont été incapables de la faire appliquer. D'autre part le parti Démocrate-Chrétien, avec une grande base d'employés et d'ouvriers des grandes entreprises demandait d'une manière irresponsable n'importe quelle augmentation de salaires, sachant pertinemment que ses parlementaires refuseraient tout financement.

c) Un troisième aspect fait allusion à l'accroissement inorganique de l'aire de l'Etat de la production. L'incorporation des entreprises sans capital d'exploitation et sans valeur stratégique obligea en fait le gouvernement à assumer leur financement sans pouvoir penser récupérer à court terme les revenus qu'il avait investis.

Nous ne pourrions pas conclure sans faire deux réflexions fondamentales. La première est qu'on ne peut pas évaluer l'expérience économique du gouvernement populaire en fonction du niveau de vie moyen obtenu par les travailleurs à la fin du gouvernement, car il ne faut pas oublier que la U.P. a surtout tablé sur les changements des structures économiques, c'est-à-dire : nationalisation des mines de cuivre, réforme agraire, nationalisation des banques et industries monopoliques et sur toutes les forces nouvelles de participation populaire qui se développaient. Il est bien certain qu'il y a une interdépendance étroite entre l'ouverture de ce processus de socialisation et la conjoncture économique, et une évaluation doit tenir compte de cette interdépendance, c'est pourquoi la crise économique qui s'est déroulée pendant les derniers temps du processus ne fut pas une crise de fonctionnement qui appelait des changements marginaux, mais plutôt une crise de transformation du système comme un tout, qui entraînait les paramètres du comportement des agents traditionnels de l'économie.

Par ailleurs l'impossibilité de garantir politiquement l'irréversibilité des changements de structures est le principal échec de l'expérience chilienne. Ceci nous conduit à notre seconde réflexion qui s'avère être le problème de l'interrelation entre le phénomène économique et le phénomène politique. L'expérience chilienne prouve que dans une situation de crise politique et économique, c'est la politique qui est déterminante à court terme, même si l'issue politique de la crise est conditionnée au contexte économique. Pour affronter la crise économique, le gouvernement populaire n'a pas trouvé d'issue politique sauf celle de son propre holocauste. Le Président Allende fut asphyxié politiquement dans une situation économique qui demandait un déblocage politique et une direction politique cohérente. Comment en est-on arrivé à cette impasse tragique ? La réponse à cette question correspond au travail théorique d'un processus historique singulier, puisque comme toujours la théorie est en retard par rapport aux faits politiques.

J.-A. GALAN.

Un exemple
de courage :
Laura Allende,
emprisonnée
après avoir refusé
« l'exil forcé ».



LAURA ALLENDE EN PRISON

En fin d'impression de ce bulletin, Laura Allende était toujours portée disparue ; depuis sa détention, il y avait toujours de sérieuses craintes pour sa vie. Diverses organisations et personnalités mondiales, dont le gouvernement du Mexique, se mobilisaient pour sa liberté.

Le communiqué de notre Parti a été distribué le 25 novembre au secrétariat des Nations-Unies sur la demande du secrétaire d'Etat et représentant permanent de la République Allemande devant l'O.N.U., Peter Florin.

La Junte militaire chilienne vient de commettre un nouveau défi aux droits humains en arrêtant et en emprisonnant Laura Allende Gossens, dirigeant de notre Comité Central et sœur de notre président martyr.

En tant que dirigeant de notre parti et député de Santiago, Laura Allende jouissait d'une immense popularité et avait su gagner l'affection des « pobladores » et des familles les plus modestes à qui elle continuait d'apporter son soutien, même après le coup d'Etat et malgré sa maladie, et tout particulièrement

aux travailleurs réduits à la misère par la dictature.

Notre camarade Laura Allende est gravement malade, ce qui lui a valu jusqu'à présent de ne pas être arrêtée. Car la seule présence d'une femme qui porte dignement le nom d'Allende fait trembler les bourreaux qui dirigent le Chili.

Mais par leur haine et leur crainte, et sans considération aucune pour son grave état de santé, les fascistes ont jeté Laura Allende en prison pour essayer de faire peur au peuple chilien. Sa vie est en danger. La santé de Laura ne peut pas résister aux conditions inhumaines des prisons fascistes.

Pour cela, le Parti Socialiste lance un appel à tous les peuples et gouvernements progressistes et démocratiques, à toutes les organisations politiques féminines, syndicales, sociales et de solidarité, aux parlements du monde, aux Nations-Unies, enfin à tous les hommes et femmes de bonne volonté pour organiser une campagne internationale pour la liberté de Laura Allende, patriote et combattante exemplaire.

Parti Socialiste du Chili,
5 novembre 1974.

INTERVENTION DU CAMARADE PALMA A LA MUTUALITÉ

« Chers Camarades,

Le Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien débute ses activités de l'année 1975 avec ces « Six heures pour le Chili ». Le Parti Socialiste Chilien se devait d'être présent, comme il l'a toujours été à chaque fois qu'il a été invité à ce genre de manifestation.

Il y a un an et quelques mois, la Junte militaire bombardait le palais du Gouvernement du Chili dans le but d'en finir avec une expérience politique qui était parvenue à créer un large mouvement de masse et un grand espoir au sein de la classe ouvrière chilienne.

A l'intérieur de l'édifice bombardé, un militant — fondateur de notre Parti — défendait, les armes à la main, la mission que le peuple chilien lui avait confiée. Etrange paradoxe, ce leader qui a toujours lutté contre la violence et les épanchements de sang, a pris les armes pour défendre la Constitution et les lois que la bourgeoisie elle-même avait créées et qu'elle tentait de détruire par le putsch.

Ce jour-là, le monde fut secoué par l'action brutale, commencée par la bourgeoisie, par l'acte héroïque de cet homme et par la résistance, tout aussi héroïque, du peuple chilien qui refusait de se laisser asservir. La résistance est née à ce moment-même et n'a jamais cessé de s'exprimer depuis.

Nous avons échoué à cause de la grande différence de moyens de lutte armée qui existait entre la bourgeoisie et nous. Nous avons dû nous replier. De nombreux révolutionnaires ont été emprisonnés, torturés, assassinés. Le bilan a été terrifiant, tragique ; la répression et la terreur ont été violentes. Nous ne serons peut-être jamais capables de reconstituer ce qui s'est passé dans ces seize mois de répression fasciste.

Toutefois, avec un orgueil légitime, nous disons que la résistance continue et ne s'arrêtera pas jusqu'à ce que tombe la Junte fasciste.

Nous recueillerons les expériences de tous les révolutionnaires du monde. Nous utiliserons tous les moyens, sans exception aucune, et nous ne faiblirons pas avant d'avoir installé au Chili un gouvernement socialiste et révolutionnaire.

Beaucoup d'entre nous peuvent tomber, mais nous savons que notre place sera immédiatement occupée.

Pour cela, nous comptons sur l'unité du peuple chilien et sur la solidarité des révolutionnaires et des forces progressistes du monde entier.

Notre unité, au Chili, se fera par la base. Ce sont les ouvriers, quelle que soit leur conception idéologique, qui ont commencé à forger cette unité, elle sera large et sans l'hégémonie d'aucun parti politique.

La résistance au Chili existe. La preuve : le couvre-feu et l'état de guerre interne sont maintenus. La résistance s'exprime dans la lutte quotidienne de différentes façons. Nous, en tant que révolutionnaires, on ne doit pas et on ne peut pas tromper quiconque. Les armes s'utilisent mais pas pour réaliser des

actions offensives et spectaculaires, elles le sont pour défendre notre organisation clandestine. Aujourd'hui, l'action fondamentale, c'est la réorganisation de nos partis. Et chaque jour la résistance se fortifie et s'accroît dans ce sens.

L'isolement interne et international de la Junte militaire se montre chaque jour plus clairement. A l'intérieur son échec économique est total, à tel point que les couches moyennes qui, au début, acceptaient le coup d'Etat sans opposition et même, dans certains secteurs, apportaient leur appui, commencent maintenant à se retourner contre la Junte qui ne s'appuie plus que sur les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie et sur la force des armes et la terreur.

Mais la terreur a commencé à se retourner contre la propre bourgeoisie qui maintenant tente de se justifier. Son arrogance initiale se transforme, elle se dispute entre elle, elle est terrorisée car elle craint la vengeance populaire qu'elle sent venir ; l'augmentation de la troupe de 90.000 à 300.000 hommes a été rendue nécessaire pour pouvoir escorter chaque officier, leur femme et même leurs propres enfants.

Pour cela, la répression au lieu de diminuer s'accroît. La libération de quelques prisonniers politiques est seulement un essai vain de diminuer l'image internationale que la Junte a d'être le bourreau de son propre peuple.

Nous la mettons en garde : c'est elle qui a déclaré la guerre ; la résistance ne demande pas et ne fera pas de trêve ; nous n'accepterons pas de négocier la liberté et la vie de nos camarades prisonniers, même quand ils nous sont très chers, pour la liberté et la vie de tout le peuple chilien.

L'exemple de Laura Allende, sœur du président martyr, marque beaucoup ; elle n'accepte pas de quitter son pays et elle a risqué sa vie pour la libération de son peuple. Son attitude héroïque est un symbole de résistance chilienne et un stimulant pour continuer la lutte.

La classe ouvrière est une partout ; la lutte est la même et notre ennemi est commun.

Nous accusons le gouvernement des Etats-Unis et les entreprises multi-nationales d'être les responsables de la chute du gouvernement au Chili et d'essayer de faire la même chose dans les autres pays de l'Amérique latine, c'est cette activité menée par les Etats-Unis qui permet aux pays de l'Amérique latine de comprendre que leurs sorts sont liés et que leur lutte est commune.

Pour cela, nous disons que notre lutte est continentale et que nous cherchons la libération, non seulement du Chili, mais de tous les pays de notre continent.

Nous savons aussi que le désespoir de la Junte l'amènera à faire des actes plus barbares encore. Ils ont assassiné le Général Prats en Argentine et nous savons aussi qu'à Paris même ils s'efforceront pour assassiner d'autres dirigeants.

Nous dénonçons aujourd'hui l'installation, dans cette ville, d'un commando fasciste chilien mais nous

disons à la Junte que si elle croit qu'avec l'assassinat d'un de nos dirigeants elle va nous terroriser, elle se trompe ; au contraire, chacun des nôtres vaut trois des leurs, qu'elle le sache. Nous avons la solidarité de tous les peuples du monde.

Nous demandons aux organisations politiques et syndicales d'accentuer leur appui à la résistance chilienne et de déclarer l'année 1975 l'année internatio-

nale de solidarité avec le Chili et avec les peuples en lutte contre le fascisme.

Nous demandons d'isoler la Junte militaire, politiquement et économiquement jusqu'à sa chute.

La solidarité internationale ne doit jamais s'arrêter, puisque notre lutte c'est votre lutte aussi et que notre victoire sera votre victoire. »

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

MEXIQUE

— Angel Parra, folkloriste chilien, a annoncé un Festival de la Chanson folklorique d'Amérique latine, auquel on donnera le nom de Victor Jara.

— En solidarité avec le peuple chilien, une exposition à Mexico a réuni 150 œuvres d'artistes venant de 27 pays différents ; parmi ces œuvres, celles du peintre D. Alfonso Siqueiros et du poète Constantin Simonich.

JAPON

— Dans le mois de janvier, divers syndicats de ce pays ont commencé une collecte de fonds pour soutenir la lutte du peuple chilien. Jusqu'à maintenant ils ont réuni 70.000 dollars.

ITALIE

— Le journal « Il Popolo », de tendance chrétienne, appelle à une campagne internationale pour la

libération de Claudio Huepe, député de la Démocratie Chrétienne chilienne.

ISRAËL

— Le Comité israélien de solidarité avec le Chili a transmis une note à l'ambassade de la Junte militaire en Israël, demandant la libération de Laura Allende, Jorge Montes et de tous les prisonniers politiques.

FINLANDE

— Le syndicat des ouvriers de la construction a fait une déclaration dénonçant les crimes de la Junte. Ils ont donné 80.000 marks au fonds de solidarité.

PEROU

— Le syndicat des acteurs péruviens a appelé au boycott du Festival de la chanson de Vina del Mar (Chili).

TACHE URGENTE : SAUVER LA VIE DU CAMARADE HECTOR FIGUEROA

Notre camarade Hector Figueroa, militant de la Jeunesse Socialiste, vient d'être condamné à mort par les fascistes dans la ville de Concepcion. Il sera exécuté fin mars. Il faut sauver sa vie. Il faut votre solidarité pour empêcher ce nouveau crime de la Junte chilienne.

NOUVELLES BRÈVES

REPRESSION

— Une enquête réalisée par l'Institut médico-légal conclut que Lumi Videla est morte électrocutée. La Cour Suprême a demandé le rapport, mais il n'a pas encore été publié.

— Le dirigeant de « poblacion », Luis Becerra, militant de la Démocratie Chrétienne, a été arrêté pendant le mois de janvier à Barrancas (banlieue de Santiago).

— A Washington, Mauricio Ruiz, 28 ans, fils du général retraité de l'armée de terre Teodoro Ruiz, a raconté au « Washington Post » la façon dont son frère et lui avaient été arrêtés le 14 septembre 1974, puis torturés par la DINA. Ils ont été soumis à des chocs électriques et à des simulacres d'exécution. Tous les deux avaient des rapports étroits avec la droite avant le coup d'Etat.

— Juan de Dios Figueora Pizarro, militant de la Jeunesse communiste, arrêté le 13 janvier dernier, a été décapité. En guise d'avertissement pour les habi-

tants de son quartier, son corps a été déposé devant son domicile.

— La Croix-Rouge vient de publier un dossier sur le Chili. Au cours du seul mois de décembre, ses représentants se sont rendus dans 42 camps de concentration (la Junte militaire ne leur a pas permis d'effectuer d'autres visites). Ils ont interviewé 7.000 détenus. Rappelons que la Junte ne reconnaît que 2.400 détenus politiques, dont la plupart sont incarcérés sans motif et sans procès.

— Le 20 janvier 1975, le SUTE (Syndicat Unique des Travailleurs de l'Education) a déclaré qu'au cours de l'année 1974, 3.000 adhérents, dont une grande majorité de professeurs, ont été démissionnés d'office, et 8.000 ont été arbitrairement déplacés. Le SUTE poursuit ses activités dans la clandestinité. Ses locaux et tous ses biens ont été confisqués par la Junte. Le SUTE déclare en outre que tout le système d'éducation est sous le contrôle des Instituts militaires. Un délégué militaire a été affecté à chaque établissement scolaire ; celui-ci surveille même les directeurs

d'école. Toute réunion est interdite, et la délation constitue un devoir pour élèves et professeurs.

— A la suite de l'interdiction de journaux, revues, radios, etc., on évalue aujourd'hui à 400 le nombre des chômeurs parmi les journalistes. Dix-neuf d'entre eux sont toujours en prisons, plus de cent sont en exil. Au total, on estime que, sur 2.500 journalistes professionnels, seuls 900 ont un travail.

Voici une liste de tortionnaires et délateurs :

— Capitaine de la marine Martinez a pratiqué la torture dans l'île Quiriquina et Fort Borgona.

— Hernan Geria, médecin chez les carabiniers, dirige les tortures au Fort Borgona (Concepcion).

— Hugo Rocco Ruiz, gérant de l'usine Edward et Cerutti, dénonça un groupe d'ouvriers dont trois ont disparu et qui ont tous été torturés.

— Capitaine Zamora de l'armée de terre, tortionnaire de l'île Dawson.

MEXIQUE

— La Commission de recherche des crimes de la Junte militaire chilienne, plus connue sous le nom de « Tribunal Helsinki », a eu sa troisième session le 18 février 1975 à Mexico. Elle analysa l'intervention américaine au Chili. Elle a publié une liste de ceux qui, pendant le gouvernement de l'Unité Populaire, ont été payés en dollars. Le montant atteint est de 8.000.000 de dollars. Le journal « El Mercurio », le plus important de la droite chilienne, a reçu une grosse somme pour financer divers organes de diffusion. D'ailleurs, pendant la campagne électorale de 1964, la Démocratie Chrétienne a reçu de la C.I.A. la somme de 20.000.000 de dollars. Les orateurs les plus importants ont été Armando Uribe, ancien ambassadeur chilien à Pékin, Orlando Letelier, ancien ambassadeur aux U.S.A. Etait également présent Luis Echeverria, président du Mexique.

PEROU

— Après les événements du début de février au Pérou, quelques journalistes ont demandé au gouvernement de faire une enquête sur les rapports entre les camionneurs du Chili et ceux du Pérou. Le syndicat des chauffeurs a récemment dénoncé l'action des propriétaires qui empêchaient l'utilisation normale de leurs camions.

ESPAGNE

— Pedro Ewing, ex-ministre de Pinochet, occupe maintenant le poste d'attaché militaire à l'ambassade chilienne à Madrid. La revue espagnole « Cambio 16 » a accusé Ewing d'être le coordinateur des services de renseignements de la Junte pour l'Europe. Dans cette ambassade seraient centralisées toutes les activités d'espionnage.

VENEZUELA

— Le sénateur Luis Herrera, membre de la Commission inter-parlementaire Latino-américaine, a déclaré qu'une délégation de cette commission n'a pas pu séjourner au Chili malgré le visa de 80 jours qui avait été accordé par la Junte. L'interdiction d'entrer dans le pays leur a été notifiée la veille même de leur voyage.

PEROU

— La revue syndicale « Progresif » (américaine), a dénoncé les activités de l'« Institut Américain pour le Développement du Syndicalisme Libre » dans le

putsch chilien. Il finança, en particulier, la préparation de dirigeants de la Démocratie Chrétienne chilienne, comme Guillermo Videla, ancien professeur dans cet institut et actuel Directeur Général du Travail de la Junte.

CHILI

— Soupçonnés d'être des activistes politiques, plus de 200 fonctionnaires de la police civile ont été renvoyés durant l'année 1974.

— Les travailleurs d'INSA (Entreprise productrice de pneus), ont présenté à la Junte une requête sur la situation économique du Chili.

— Parmi les crédits octroyés au fascisme militaire jusqu'à octobre dernier (en dollars), on peut retenir :

Organismes internationaux

Banque Internationale de Développement (B.I.D.)	100.300.000
Banque Mondiale	13.500.000
Fonds Monétaire International (F.M.I.) ..	235.000.000
Corporation Andine d'Encouragement (C.A.F.)	14.850.000
	<hr/>
	U.S. \$ 363.700.000

Pays

Etats-Unis (y compris l'aide militaire) ..	105.030.000
Brésil	150.000.000
Argentine (y compris les crédits octroyés avant le putsch)	170.000.000
Canada	5.000.000
Japon	12.000.000
République Fédérale Allemande	6.500.000
France	800.000
	<hr/>
	U.S. \$ 449.697.000

Banques privées

A court terme (U.S.A., Canada, Argentine)	254.000.000
A long terme (Brésil, France, Belgique, Irlande)	140.000.000
	<hr/>
	U.S. \$ 394.000.000

TOTAL DES CREDITS OCTROYES (*)

	U.S. \$ 1.207.397.000
Autres institutions internationales (dons, crédits, apports divers)	3.925.058
	<hr/>

TOTAL REÇU U.S. \$ 1.211.322.058

Crédits à l'étude

B.I.D.	292.000.000
Banque Mondiale	80.000.000
C.A.F.	16.150.000
U.S.A. (y compris les dons et l'aide militaire)	86.976.000
	<hr/>
TOTAL A L'ETUDE	U.S. \$ 475.126.000

(*) Si l'on considère la dette extérieure renégociée à Paris pour U.S. \$ 760.000.000 cela équivaut, en fait, à un nouveau crédit, et si on ajoute les 2.000.000

qui viennent d'être accordés par les U.S.A., le total général atteindrait donc la somme de U.S. \$ 1.973.322.000



Photo GAMMA

LA DETTE EXTERNE ET LA DICTATURE

LE PEUPLE CHILIEN DEMANDE :
PAS DE RENEGOCIATION DE LA DETTE
POUR LA JUNTE FACISTE
AU CLUB DE PARIS

Au cours du prochain mois de mars, les représentants de la dictature militaire devront reconstruire les pays créanciers les plus importants qui forment le Club de Paris, ayant pour but de renégocier les services de la dette externe (amortissements et intérêts) correspondant à l'année 1975. Déjà l'an dernier, à pareille époque, la dictature avait renégocié au Club de Paris les services de 1973 et 1974. A cette occasion la discrimination que le dit Club de créanciers a fait vis-à-vis du Gouvernement Constitutionnel du Président Allende est apparue très nettement. En effet la Junte militaire a obtenu en 1974 des conditions de refinancement beaucoup plus favorables que celles concédées au Gouvernement Constitutionnel, et ce qui est plus grave, en des circonstances financières diamétralement opposées. Le Gouvernement Populaire s'est vu obligé de renégocier la dette externe, héritage du développement capitaliste dépendant, non seulement à cause du poids que les services représentaient — 35 % des exportations — mais aussi parce que en 1971 et 1972, il y eut une diminution du prix du cuivre de presque 20 % et que de plus les crédits et capitaux qui, par tradition, entraient et soutenaient le commerce extérieur chilien, cessèrent brusquement, ces derniers équivalant à une somme de 300 millions de dollars. Bien au contraire, la Junte militaire obtient de ses créanciers un important et rapide soulagement financier, supérieur à celui qu'avait obtenu le gouvernement du Président Allende ou moment même où on enregistre précisément une augmentation du prix du cuivre de 67 % en 1973 par rapport à 1972 et de 142 % par rapport au premier semestre de 1974, sans compter l'entrée spectaculaire de crédits externes qui sont intervenus immédiatement après le coup d'Etat, beaucoup d'entre eux bloqués dans des organismes de financement multilatéral comme le BID, la Banque Mondiale pendant le gouvernement populaire.

TABLEAU I

Gouvernement	1972	1973	1974	1975
Constitutionnel	48	-300	95	70
Junte militaire	93	+870	95	95

* La moyenne des prix de 1965 à 1970 fut de 61 ctv/lb.

Le fait que la dictature ait réussi un ajournement de 95 % des services de 1973 et 1974 a signifié un soulagement de 795 millions de dollars. D'autre part, les augmentations des revenus dérivés du cuivre et l'entrée des crédits sus-nommés, plus le blanchiment des capitaux par la vente de devises que les particuliers gardaient illégalement avant le coup d'Etat, nous arriverons à la conclusion que la Junte fasciste a bénéficié d'une situation exceptionnelle du point de vue des devises pendant l'année 1974.

TABLEAU II

Augmentation des revenus en devises en 1974 (millions de dollars)

Augmentation des revenus du cuivre	740
Blanchissement des capitaux en devises	135
Nouveaux crédits	870
Disponibilité supplémentaire en devises	1.745
Ajournement des versements accordé par le Club de Paris	795
Soulagement financier	2.530

Source : Rapport Banque Mondiale, octobre 1974 et « Mercurio », éd. int., 1974.

La question que se posent aujourd'hui tous les travailleurs chiliens et que nous imaginons est celle des créanciers du point de vue d'un strict critère financier, est celle de savoir comment on a utilisé cette énorme quantité de devises : pour répondre à cette question il suffit d'examiner des items les plus importants de la balance de paiement de 1974 et 1973 et les tendances significatives de l'activité économique. En effet, la balance de paiement est un registre du commerce extérieur tant pour le flux des biens qui entrent et sortent du pays, comme pour le flux des crédits. Si nous considérons d'abord l'importation des biens correspondant à l'information donnée dans le tableau III.

TABLEAU III
Registres des importations des biens
(millions \$ U.S.)

	1973	1974	Augmen- tation
I. Biens de consommation	238	161	
D'origine agricole	9	50	
Industriel alimentaire	168		
Industriel non alimentaire	61	111	50
II. Biens d'équipement ..	335	400	65
III. Biens intermédiaires .	1.110	1.784	674
Pour biens alimentaires .	372	440	
Pétrole et combustible ..	147	410	263
Autres	591	934	343
TOTAL	1.683	2.345	662

Source : Exposé du Ministre des Finances, octobre 1974 et information de la Banque Mondiale.

D'après les informations qui nous ont données au tableau III, les importations de biens ont augmenté de 39 % en 1974 par rapport à 1973. Si nous analysons la structure de ces importations, nous nous trouverons avec les surprises suivantes :

a) En premier lieu, il faut éclaircir ceci : la Junte fasciste s'est plaint énormément sur l'augmentation du prix du pétrole et son incidence en dépenses de devises. Il est vrai que s'il est certain que l'augmentation du prix du pétrole a représenté une dépense supplémentaire de 263 millions de dollars, la Junte oublie qu'elle a eu le privilège d'utiliser un crédit octroyé par le Fonds Monétaire International (FMI) de 140 millions de dollars en 1974 pour compenser cette augmentation de prix, à déduire du fonds spécial créé par les pays exportateurs de pétrole et administré par le FMI. Ledit crédit ne se paie pas pendant les deux premières années et ne se rembourse qu'au cours des cinq années suivantes. Nous devons cependant ajouter que l'augmentation du prix du pétrole ne représente réellement que 18,5 % de l'augmentation totale des dépenses en devises pour 1974.

b) Il faut remarquer la volumineuse augmentation de l'importation de matières premières pour l'industrie non alimentaire de 343 millions de dollars, parce qu'en fait il n'y a aucune commune mesure avec le rythme de l'activité industrielle qui, selon une information officielle, a baissé de 2 % au cours des sept premiers mois de 1974 par rapport à la même période de 1973 qui, comme on le sait, correspond également à une étape dépressive à cause des grèves des transports, du commerce et sabotages avant le coup d'Etat.

Par conséquent, ce chiffre indique le stock spéculatif que les grands capitalistes ont accumulé pour protéger et cacher leurs énormes bénéfices de l'inflation interne et externe.

c) Ce qui est étonnant et démesuré, c'est l'augmentation des importations de biens de consommation manufacturés qui s'élèvent à 50 millions de dollars et qui correspond à la libération de droit de douane sur quelques biens de consommation importés comme les téléviseurs, réfrigérateurs, machines à laver, chaînes de radio, etc. C'est-à-dire tous les biens de consommation non essentiels du point de vue social et qui font partie des habitudes de consommation des secteurs à revenus élevés. C'est une tentative de revivre la « belle époque » du nitrate quand l'oligarchie à la fin du siècle dernier allait chercher ses meubles en Europe.

d) En dernier lieu, la faible augmentation de l'importation des biens d'équipement égale à 65 millions de dollars, est pratiquement sans aucun sens puisqu'on ne doit pas oublier qu'y est inclus l'achat d'armement de telle façon que, même si l'on ne connaît pas les chiffres exacts de ce dernier item, nous pouvons conclure que l'importation des biens d'équipement des secteurs productifs de l'économie a été inférieure ou au moins égale à l'importation des biens d'équipement de l'année 1973. Ce fait indique le « nationalisme » et la faible confiance qu'a la bourgeoisie en son propre modèle, puisqu'au lieu d'investir ses bénéfices, elle préfère les maintenir en stock spéculatif de matières premières.

Mais le gaspillage de dollars ne s'arrête pas là avec ces trois dernières remarques, parce que les entreprises multinationales des U.S.A. qui ont géré et financé le coup d'Etat ont aussi passé leur facture. C'est ainsi qu'en 1974, 80 millions de dollars d'indemnités illégitimes ont été payées aux compagnies de cuivre et qu'à partir de 1975 on règlera celle de la I.T.T.

Les entreprises multinationales qui ont réussi à se faire indemniser de façon illégale de la part de la Junte militaire, ont également obtenu l'assurance qu'elles seraient payées dans un bref délai. C'est ainsi que les entreprises multinationales du cuivre, Anaconda, Kennecott et Cerro Co, recevront le paiement d'indemnités d'ici à quatre ans et l'I.T.T. en trois ans. Les dettes renégociées au Club de Paris par la Junte en 1974 se sont faites sur la base de trois années pendant lesquelles la partie renégociée ne se paie pas et dans un délai de sept ans pour le remboursement. Il est donc évident que les entreprises multinationales essaient de récupérer des indemnités qui lui sont dues dans un délai le plus bref possible, sans tenir compte des propres normes que le Club de Paris fixe pour le règlement des dettes.

D'autre part, en dehors du fait que le paiement des indemnités est tout à fait illégitime parce qu'il ne correspond pas aux dispositions constitutionnelles approuvées par l'unanimité du Congrès, elles sont bâtarde parce qu'elles ne correspondent même pas à la valeur comptable des actifs en question ; quant au critère choisi pour calculer les indemnités, c'est encore un secret entre les entreprises multinationales et M. Paul Saez représentant de la Junte.

TABLEAU IV

Anaconda Co				
Cie Cobre Chuqui . . .	242	318	— 76	
Cie Cobre Salvador .	68	70	— 1,5	253
Kennecott				
Soc. Min El Teniente	318	629	— 310	68
Cerro Corporation				
Cie Minera Andine .	18	*	18**	42
I.T.T.				
Cie des Téléphones .	24***			125
Total indemnisations.				488

* Il n'y eut pas déduction parce que cette mine commença à fonctionner en 1971.

** Il y avait un crédit en cours de 14 millions de dollars, ce qui donnait un paiement maximum de 32 millions de dollars. Cette somme a été offerte par le gouvernement constitutionnel d'Allende à la Cerro Co, mais cette compagnie n'a jamais voulu fermer l'affaire.

*** L'I.T.T. avait une assurance à l'OPIC pour ses actifs au Chili équivalent à 92 millions de dollars, somme en tout cas inférieure à celle octroyée par le Junte militaire. D'ailleurs, la Chambre des Députés avait approuvé la nationalisation de la Cie des Téléphones à la fin de 1972.

Sources: Banque mondiale, « La batalla del Cobre », Edo Novoa et le journal « El Mercurio », 1974.

Nous pouvons donc conclure qu'une partie importante du soulagement financier qui a été octroyé à la dictature en 1974 a été employé de manière improductive, que ce soit dans la consommation d'une petite oligarchie revancharde et apatride, dans l'achat d'armement pour renforcer l'appareil répressif, ou dans l'achat spéculatif de matières premières industrielles importées et finalement au paiement d'indemnités irrégulières aux entreprises multinationales.

Maintenant, d'après les propres experts économiques de la dictature, les perspectives économiques du Chili en 1975 sont pires que celles de 1974, ce qui signifie également que les conditions économiques pour les travailleurs seront encore plus difficiles, car c'est sur eux que l'on fait reposer tout le poids des sacrifices et des difficultés. Selon les sources officielles, le pouvoir d'achat des salariés à la fin de 1974 représentait seulement 40 % de celui de janvier 1973 et le pourcentage de chômage en août 1974 atteignait 12 % de la force de travail (soit 360.000 travailleurs). Il est donc évident que le soulagement financier obtenu par la Junte ne représente aucun allègement pour les conditions de vie déjà difficiles des travailleurs.

Le Ministre des Finances, dans son rapport économique de la fin du mois d'octobre qu'il a présenté à la Junte, se trouve avec la surprise qu'il manque 300 millions de dollars pour faire face aux dépenses en devises en 1975. Il vient tout juste de se rendre compte, à cette occasion, que les pays capitalistes développés vivent une grave crise et que cela a une influence sur la diminution du prix du cuivre enregistrée à la fin de 1974 et estimée à 65 ctv/lb pour 1975. C'est pourquoi il ne semble pas non plus que la « main invisible » de Adam Smith soit avec la dictature.

Le rapport que nous venons de commenter ne se réfère évidemment pas au gaspillage de dollars que fit l'oligarchie chilienne en 1974, jetant par la fenêtre

en un an ce qui aurait pu constituer un fond d'accumulation d'Etat, puisque l'on savait qu'au début de 1974 les économies capitalistes développées entraient dans une grande et profonde étape dépressive, et que, par conséquent, son effet sur le commerce extérieur se ressentirait fortement. Pour finir, le Ministre des Finances de la dictature lance un appel à de nouveaux sacrifices et espère combler le déficit des 900 millions de dollars avec les 250 millions qu'il a déjà obtenus du F.M.I., 300 à 350 millions du Club de Paris et 300 millions de crédits de fournisseurs et apports de capitaux.

Ce sont avec ces circonstances économiques commentées que les représentants de la dictature viendront à Paris renégocier les services de la dette de 1975 et dont le montant est de 375 millions de dollars. Les représentants du gouvernement des Etats-Unis, principaux créanciers avec 63 % de la dette, se joueront entièrement pour que le Club de Paris concède les mêmes facilités qu'en 1974, c'est-à-dire l'ajournement de 95 % des services.

(1) Le reste des créanciers qui font partie du Club de Paris détiennent, d'après la Banque Mondiale, au 31-12-1973, les pourcentages suivants: R.F.A. 8,4 %, France 6,8 %, Grande-Bretagne 6,1 %, Italie 4,1 %, Japon 2,8 %, Espagne 3,1 %.

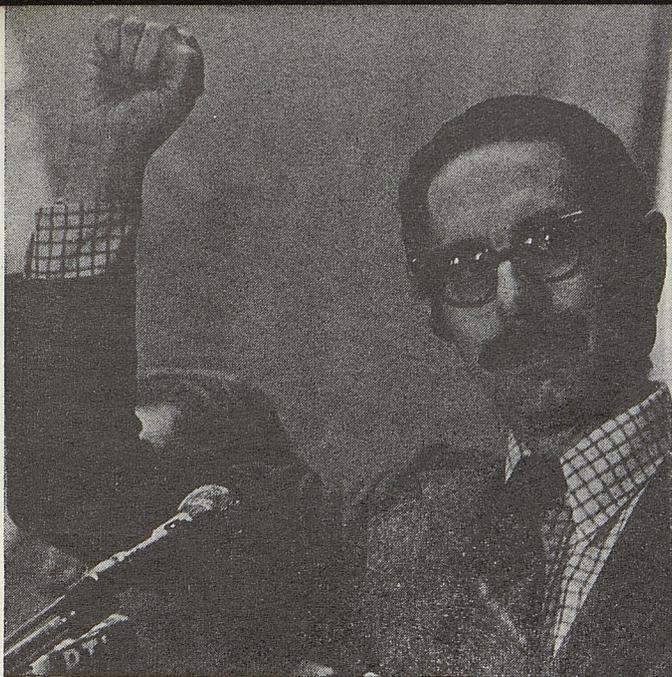
L'allègement en devises que le Club de Paris a octroyé à la dictature ne constituera aucun soulagement à la condition de vie de la majorité des Chiliens, ce qui a été démontré pour ce qui s'est déroulé en 1974. Au contraire, cela signifiera un appui à une politique économique qui décharge la crise sur une surexploitation de la force de travail et dont on ne profite même pas pour démarrer un processus d'accumulation capitaliste accélérée mais plutôt pour provoquer une consommation improductive accélérée et une protection spéculative des grands profits acquis par les monopoles industriels.

D'autre part, si les dettes que la Junte a acquies auprès des entreprises multinationales de cuivre et la I.T.T. (488 millions de dollars) selon un concept d'indemnités illégitimes, ne sont pas renégociées au Club de Paris, cela signifie dans la pratique que n'importe quel allègement que les créanciers associés du dit organisme donnent à la Junte, lui permettra de payer ces indemnités, et dans les faits le Club de Paris devient le complice de l'illégitimité et des détournements de fonds du patrimoine national, en concédant des facilités indirectes pour le paiement de ces indemnités.

Dans les faits, cela signifie également que, d'une manière indirecte, les contribuables européens et nord-américains financent le paiement aux entreprises multinationales des U.S.A., puisque les dettes dont on s'apprête à reculer l'échéance au Club de Paris correspondent en partie à des crédits que les gouvernements ont consenti au Chili.

En dernier lieu, et bien que ce ne soit pas le moins important, l'appui financier à la dictature militaire signifie soutenir un régime dont la terreur et la torture font partie de la vie quotidienne pour l'immense majorité des Chiliens, ceci produisant un processus de régression et de préhistoire politique connue en Europe il y a plus de 40 ans.

E.-L. GALAN.



DISCOURS DE NOTRE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL CARLOS ALTAMIRAND AU CONGRÈS DU P. S. F.

« Le Congrès du P.S.F. qui commence aujourd'hui, a pour nous une très profonde signification.

La solidarité montrée envers la lutte du peuple chilien est pour nous non seulement la démonstration d'une alliance avec la Résistance, mais aussi le fait de pouvoir affronter ensemble, en situations diverses, une bataille commune pour la liberté et le socialisme.

La politique du P.S.F. qui découle du processus d'unification commencé lors du Congrès d'Epinais et réaffirmé à Grenoble, est un apport inestimable au développement des forces socialistes en Europe Occidentale. Pour nous, les profondes différences existantes entre les réalités des pays latino-américains et les pays industrialisés, sont évidentes.

Malgré ceci, on sait que, à partir de réalités sociales différentes, nous œuvrons pour la recherche d'un destin commun : le socialisme.

La libération des peuples exploités et dépendants, en particulier ceux de l'Amérique Latine, est directement liée à la construction du socialisme et ceci s'applique sans distinction à tous les peuples du monde.

NOTRE LUTTE EST AUSSI LA VOTRE

La lutte héroïque du peuple vietnamien ainsi que celle des peuples du Cambodge et du Laos, la lutte pour la dignité et pour l'indépendance en Rhodésie et en Afrique du Sud comme la présence constante de la révolution cubaine, les progrès dans le processus de décolonisation des colonies portugaises, constituent des faits historiques fondamentaux dans cette évolution.

La libération qui prend sa forme la plus dramatique chez les peuples du tiers monde, est aussi l'objectif des travailleurs français. Notre but est commun dans cette lutte libératrice pour le socialisme.

Le Chili, nous avons voulu le construire dans une voie démocratique et pluraliste qui semblait correspondre à 150 ans de tradition républicaine. Ce projet

politique fut noyé dans le sang par la collusion des intérêts de la bourgeoisie nationale monopoliste, les sociétés multinationales et le gouvernement des E.U.

Les aveux publics de cette intervention, faits par le Président des E.U. d'Amérique et M. Kissinger, sont de la plus grande gravité pour les peuples qui luttent pour leur indépendance et pour la mise en place des formes nouvelles des relations sociales.

Ainsi est absolument démontré que le gouvernement des Etats-Unis et les sociétés multinationales s'opposent à toute perspective politique de libération nationale qui prétendrait transformer les structures de domination de classes.

Mais, et ceci est encore plus grave, pour M. Kissinger, toute action de défense de leurs intérêts nationaux par les pays du tiers monde, représente un acte d'étranglement pour les pays industrialisés, c'est-à-dire pour l'économie impérialiste. Il justifie ainsi son droit d'intervention militaire. M. Kissinger oublie que toute l'histoire des pays colonisés et néo-colonisés est marquée par l'étranglement de leurs économies et de leurs traditions nationales. Sans le vouloir, Kissinger et Ford nous donnent les arguments les plus importants de notre lutte. Sans le vouloir, ils contribuent au développement d'un grand processus de prise de conscience. Sans le vouloir, ils montrent aux peuples la forme définitive de leurs processus de libération.

L'opinion publique internationale et toutes les forces progressistes l'ont bien compris aussi.

Le dramatique exemple du Chili a développé un gigantesque mouvement de solidarité dont nous sommes profondément reconnaissants.

Nous nous appuyons sur cette solidarité internationale, mais nous nous appuyons avant tout sur notre propre peuple.

Notre lutte est une lutte profondément unitaire. Les organisations et les masses marxistes et catholiques, la classe ouvrière dans les couches moyennes groupées aujourd'hui dans le Parti Radical, le Parti Communiste, le Mir, le Mapu, le Mapu OC, la Gauche Chrétienne et le Parti Socialiste, plus d'autres forces démocratiques doivent s'unir historiquement dans l'œuvre commune d'exterminer le fascisme et reprendre le chemin des grands changements révolutionnaires.

Ce sera là une lutte de masses de tout un peuple utilisant pour cela les moyens les plus déterminés.

Nous apportons ce salut unitaire, solidaire et socialiste à votre congrès par décision expresse du Parti Radical, membre de la 2^e internationale, du Mapu Ouvrier et Paysan et de notre Parti Socialiste Chilien, tous présents à ce Congrès, et nous sommes convaincus que ce Congrès sera un fait historique de la plus grande importance dans le développement progressif du socialisme français et européen vers les étapes supérieures de définition idéologiques et de luttes dans une intégration plus décisive aux mouvements révolutionnaires de libération du vaste monde des peuples engloutis dans l'exploitation, l'injustice et la régression. »

**NOTRE LUTTE EST LA MEME
NOUS VAINCRONS**

DOCUMENT

TÉMOIGNAGE D'UN MILITAIRE

* Témoignage présenté par le Commandant d'Escadrille de la FACH (1), Alamiro Castillo Aliaga, devant la Commission Internationale d'Enquêtes sur les Crimes de la Junte Militaire au Chili, pendant les Assises Internationales Christianborg, Copenhague, les 26 et 27 juin 1974.

(1) Forces Aériennes du Chili.

Monsieur le Président,
Messieurs les Membres de la Commission d'Enquête sur les Crimes de la Junte Militaire au Chili,

I — INTRODUCTION

A. — DECLARATION INITIALE

C'est en tant qu'officier des Forces Aériennes du Chili qui a vécu et, par conséquent, connu directement les événements à l'intérieur des Forces Armées de son pays, que je dénonce devant vous les procédés par lesquels on les a poussées à détruire les valeurs nationales façonnées à travers l'histoire, à attenter à la vie de son peuple, à renverser un régime légitime et à l'extrême à assassiner le Président de la République.

B. — MOTIFS DE CETTE DECLARATION DEVANT LE TRIBUNAL

Il y a deux raisons fondamentales qui m'ont poussé à témoigner devant vous :

1. - **Dénonciation publique** : dénoncer devant l'opinion publique mondiale le plan froidement calculé qui a détruit au Chili l'institutionnalité, l'économie, la liberté, la stabilité et la sécurité individuelle de ses habitants.

2. - **Mise en garde des forces armées du monde** : alerter ceux qui, poussés par leur vocation patriotique et leur volonté de servir la nation, ont choisi la carrière des armes et qui se sentent peu à peu contraints à s'opposer à leur propre peuple, pour servir des intérêts étrangers.

II — LE COUP D'ETAT MILITAIRE DU 11 SEPTEMBRE 1973

On ne doit pas penser que le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973 a été le résultat spontané, la conséquence de l'action du gouvernement de l'Unité Populaire, ou l'existence d'un « plan Z », mais remarquer que son origine a eu une nette orientation réactionnaire ; sa mise en route a été le résultat d'une planification soigneusement mise en pratique.

Pendant 40 ans, les militaires chiliens sont restés étrangers à la politique nationale. Pendant cette période, on a vécu enfermé dans une vie professionnelle et sociale, séparée du reste de la population du pays ; nous étions un compartiment étanche aux affaires nationales.

A. — REMARQUES PRELIMINAIRES

1. - **Doctrine professionnelle** : la doctrine professionnelle des quatre dernières décennies peut être résumée en seulement six mots : « fidèle respect de la Constitution Politique ».



Photo GAMMA

2. - **Concept d'apoliticité** : Le concept d'apoliticité signifie s'isoler de tout ce qui pourrait impliquer une pensée progressiste, les Forces Armées devenant une partie intégrante du secteur dominant dans le pays. Au cours de leur formation professionnelle, on oriente les officiers vers une position aristocratique périmée. Se dévier de cette ligne était être « communiste ».

3. - **Pénétration idéologique** : L'utilisation des Forces Armées chiliennes contre le peuple a été directement favorisée par la pénétration idéologique. Les Forces Armées chiliennes étaient objectivement subordonnées à l'influence nord-américaine pour les raisons suivantes :

a) Le matériel de guerre était presque sans exception nord-américain, toute tentative d'achat de matériel ne provenant pas de cette source était refusé :

- Avions,
- Tanks,
- Bateaux de guerre,
- Munitions :
 - Bombes,
 - Fusées,
 - Munitions d'armes légères et lourdes,
- Canons,
- Mitrailleuses,
- Fusils et pistolets,
- etc.

b) Les manuels d'instructions étaient nord-américains et anglais :

- Manuel d'entretien,
- Manuel de ravitaillement,
- Autres.

c) Les techniques d'opération étaient nord-américaines.

d) L'instruction était faite aux Etats-Unis et au Chili par des techniciens nord-américains et avec l'aide nord-américaine.

e) Les cours de sûreté et contre-espionnage n'étaient pas orientés vers les pays voisins, ce qui aurait été logique, mais contre le COMMUNISME ; en disant « l'ennemi », ils se référaient à cela.

Cela était correct pour les Etats-Unis puisque, avec le terme « ennemi », le soldat nord-américain pense aux pays communistes. Même si cela n'avait pas la même signification pour les chiliens, c'était ce qu'ils apprenaient aux Etats-Unis.

f) Autres cours : Tous les cours aux Etats-Unis avaient une première partie de contre-espionnage, puisqu'on disait « L'ENNEMI ECOUTE », il faut préserver la « SURETE ».

Cela pour tous les cours, qu'ils soient de Pilotage, de Ravitaillement, d'Entretien, d'Electronique, etc.

g) Conseil Interaméricain de Défense. Il réunit des officiers des trois Amériques dans le but d'institutionnaliser un système militaire interaméricain pour se défendre de « l'AGRESSION EXTERIEURE ».

L'affectation à cet organisme dure un an ; on y désigne des officiers d'Etat-Major, avec le grade de colonel, quand l'on ne veut pas leur donner le rang de diplomate qu'avaient les attachés militaires.

h) Missions militaires :

— Mission chilienne à Washington ; il y a des représentants des trois armées, avec un fort pourcentage d'officiers.

La période de la commission est de plus d'un an.

— Missions étrangères au Chili : Je me réfère aux missions militaires des Etats-Unis qui, au Chili, avaient leur siège au Ministère de la Défense même, avec accès à toute information ; c'est l'unique mission militaire étrangère qui avait (et a) ce privilège.

i) Opérations Unitas : Orientées vers la défense de l'Hémisphère Sud contre « l'ENNEMI ». C'est-à-dire le « COMMUNISME », selon la conception évidente que nous recevons de ce terme, nous, les militaires chiliens.

j) Conférences des Commandants en Chef des Forces Armées Américaines (pour les trois corps d'armées).

Elles ont été créées comme partie intégrante du système militaire, échafaudées autour de la SECURITE de l'Hémisphère Sud. On doit chercher leur origine dans la doctrine dite « Doctrine Monroe ». En conséquence, elles constituent les organismes dirigés et orientés depuis le Pentagone.

La dernière conférence des chefs de l'armée a eu lieu le 10 mai 1973. Le Général Augusto Pinochet n'y assistait pas (vous vous imaginez bien à quoi il était occupé pour ne pas y assister).

4. - Haut commandement institutionnel.

Avant d'assumer son mandat présidentiel, le Docteur Salvador Allende n'a pas eu, comme les autres présidents, la tranquillité et l'information suffisantes pour former son cabinet, déterminer les hauts commandements des Forces Armées, nommer ses aides de camp et les sous-secrétaires à la Guerre, à la Marine et à l'aviation. Tout fut une course effrénée ; il y eut des rumeurs fondées de soulèvement dans la flotte et dans l'armée, et aussi des réunions séditeuses, etc.

La majorité des Généraux qui composaient le Haut Commandement, au moment où le Président Allende est arrivé au pouvoir, étaient contre le nouveau gouvernement.

Dans l'armée, le Général Canales dirigeait le groupe de séditeux avec l'appui de presque tout le Haut Commandement institutionnel.

On disait que la Marine ne laisserait pas le Président Allende arriver au pouvoir.

5. - Services de renseignements.

Ils s'occupaient avec célérité et aveuglement à leur travail classique pour situer « l'ENNEMI ». En réalité, ils ne faisaient que travailler comme leurs maîtres nord-américains leur avaient enseigné : contre l'ennemi « COMMUNISTE ».

Les commandants en chef de chaque armée qui recevaient leurs rapports ne donnaient aucune ins-

truction pour modifier cette orientation. Les services de renseignements continuèrent donc de travailler avec ce point de vue anti-marxiste borné.

Dans l'Armée, un colonel avait été nommé pour diriger ce service, mais les rapports confidentiels ne parvenaient pas jusqu'au Général Carlos Prats, Commandant en Chef de l'Armée, loyal envers le Gouvernement constitutionnel.

Les services de renseignements continuaient la « chasse aux sorcières » parmi la gauche comme aux meilleurs temps des gouvernements réactionnaires.

6. - Salaires des Forces Armées.

Depuis que l'aveuglement, la négligence et la culpabilité d'Eduardo Frei, ex-président du Chili, avaient obligé les militaires à commettre le premier acte d'indiscipline collective en 40 ans, et c'était la révolte du régiment Tacna en 1969, les salaires avaient été améliorés mais, en un peu plus d'un an — c'est-à-dire à l'arrivée d'Allende au pouvoir — ils étaient déjà insuffisants.

B. — PREPARATION DU COUP D'ETAT MILITAIRE

Comme je l'ai déjà dit, l'action du Gouvernement n'était pour rien dans la préparation du coup d'Etat. La préparation fut orchestrée en profitant des circonstances qui se présentaient au jour le jour.

Nous avons un tableau clair de la situation dans les Forces Armées au moment où le Président Allende arrive au pouvoir, quant aux tendances et aux idées des officiers.

99 % attachés à la Constitution comme on nous l'avait enseigné. 1 % opposé à la victoire populaire, et dans ce 1 %, surtout des membres du Haut Commandement.

Ces conditions ont évolué, comme nous l'avons déjà dit, selon les circonstances et en rapport avec la stratégie déterminée par les officiers qui préparaient le coup d'Etat, avec l'assistance des officiers du Pentagone.

Ces circonstances se sont déroulées en quatre phases :

1. - Première phase (du 4 septembre 1970 au 4 novembre 1970). C'est-à-dire depuis la victoire électorale du Docteur Allende jusqu'au moment où il prend les fonctions de Président de la République.

Le problème de l'élection d'un président socialiste est discuté à l'intérieur des Forces Armées ; ce ne sont pas des discussions formelles dans lesquelles on prendra des décisions après un vote, mais des discussions où l'on parle de façon générale, dans les mess et réfectoires, dans les casernes et dans des réunions sociales sur notre rôle et sur la doctrine Schneider.

Il n'y a pas de doute que le fait d'avoir vécu le processus politique de façon marginale pendant quarante ans avait laissé de profondes traces.

A ce moment, octobre 1970, se situe l'assassinat du Général Schneider, qui avait soutenu que l'Armée respecterait la décision du Congrès National, quelle qu'elle soit ; en plus, on savait déjà que le Parti Démocrate Chrétien avait décidé de respecter la décision initiale prise par le peuple chilien au cours de l'élection directe.

L'assassinat de Schneider ne réussit pas à rompre l'institutionnalité des Forces Armées. Personne ne mit jamais en doute, dès sa perpétration, l'empreinte de la droite et des intérêts étrangers dans ce crime.

Finalement Allende arrive au pouvoir, devient Président avec des Commandants en Chef qui n'avaient pas sa confiance — à l'exception d'un seul, le Général Carlos Prats — avec des Sous-Secrétaires au Ministère de la Défense et des Aides de Camp qu'il n'a pas nommés personnellement, avec un Service de Sécurité qui surveille son personnel de gauche, personnel qui recevait des salaires relativement bas.

2. - Seconde phase (du 4 novembre 1970 au 2 novembre 1972). C'est-à-dire depuis la prise du pouvoir par le Président Allende jusqu'à la nomination du Cabinet Militaire, conséquence de la grève nationale des camionneurs.

C'est la phase la plus longue. Dans ce laps de temps se constituent ouvertement des noyaux d'officiers séditieux qui commencent une campagne pour gagner des partisans à l'intérieur même des Forces Armées, avec l'approbation des Chefs.

Ces groupes commencent à voir de « l'incapacité » parmi les membres du gouvernement, pour résoudre les problèmes ; ils font état, dans des réunions d'officiers, qu'il n'est pas possible que des ouvriers « ignorants » puissent occuper des postes de Ministre pour lesquels ils n'ont pas été préparés techniquement.

Le rapport de forces ne varie pas beaucoup pendant cette période ; les séditieux n'arriveront jamais à être plus de 2 %. Le reste continue à être attaché au principe de la constitutionnalité. On continue à discuter sur les dangers d'un coup d'Etat militaire, sur la perte de prestige tant sur le plan national qu'international, sur les pertes en vie humaines, sur les préjudices subis par le pays, sur la crise économique, sur la perte de tranquillité personnelle, etc. Une majorité d'officiers prirent une attitude d'observateurs sans savoir quel chemin prendre.

Une certaine fraction opta pour une attitude plus commode et moins compromettante qui consistait à suivre le Haut Commandement, lequel, jusque-là, semblait représenter la constitutionnalité.

3. - Troisième phase (du 2 novembre 1972 au 29 juin 1973). C'est-à-dire depuis la formation du premier cabinet civilo-militaire, due à la grève des transporteurs, jusqu'à la rébellion séditieuse de l'Ecole des Blindés.

Cette phase se caractérise par un travail plus profond et plus ouvert des séditieux dans les unités et les casernes militaires. On commence à surveiller les officiers syndiqués comme étant de gauche, selon leurs conceptions. On raconte que le MIR (Mouvement de Gauche Révolutionnaire) et/ou les appareils para-militaires des partis de gauche, vont attaquer les quartiers militaires et les casernes à la recherche d'armes. On recommande aux officiers de passer toute la nuit chez eux en état d'alerte, et contre la coutume et le règlement, on leur fournit des mitraillettes, des fusils et des munitions pour protéger leurs maisons particulières.

On affirme qu'il s'agit d'informations confidentielles du Service de Renseignement Sécurité des Forces Armées ; on crée ainsi une psychose de peur d'être victime, par surprise, des terroristes de l'extrême-gauche.

De l'extérieur, c'est-à-dire du point de vue de l'opinion publique, une planification de coup d'Etat par le FRONT MILITAIRE n'était pas évidente. Tout semblait être une accumulation d'événements qui se produi-

saient vertigineusement, sans direction centralisée.

Les événements se chargeraient de démontrer qu'il existait un centre directeur qui préparait intelligemment le terrain pour une action postérieure.

Apparaît alors le Lieutenant-Colonel Souper qui, avec sa précipitation, fait presque échouer le mouvement séditieux.

4. - Quatrième phase (du 29 juin 1973 au 11 septembre 1973). C'est-à-dire depuis le soulèvement séditieux du Régiment de l'Ecole des Blindés, jusqu'au coup d'Etat militaire du 11 septembre.

Pendant cette période, on parle ouvertement de sédition dans toutes les casernes et unités militaires. Les Chefs se réunissent avec les officiers et on leur demande d'avoir confiance dans le Haut Commandement, BEAUCOUP DE CONFIANCE, sûrement pour ne pas gêner la structuration finale du coup d'Etat militaire, comme l'avait fait le Commandant Souper. Toutefois, comme dans la phase antérieure, l'immense majorité était indécise.

On répète quotidiennement : « CONFIANCE, CONFIANCE ! Le Haut Commandement saura résoudre les problèmes. »

On laisse s'infiltrer la nouvelle, pour tranquilliser les plus inquiets et les plus affectés, que l'Etat-Major est en train de préparer un coup d'Etat militaire, qu'il n'y aurait pas de problèmes puisqu'il est planifié et mis en exécution par le Haut Commandement : toutes les mesures seront prises. Les Chefs répètent confiance et discipline.

Cet Etat-Major séditieux est formé de neuf officiers : trois Généraux de l'Armée de Terre, trois des Forces Aériennes et trois Amiraux de la Marine.

La planification qui correspond aux Forces Aériennes est réalisée dans « l'Ecole de Guerre », avec le concours des élèves de la dernière année. Le Commandant en Chef, le Général Ruiz Danyau, examine la situation au cours de visites effectuées à l'académie, pour veiller à la planification des détails et à la vérification de l'idée générale des manœuvres.

Sont établies les fonctions des avions, des hélicoptères et des forces de choc des Forces Aériennes.

On commence à appliquer avec le maximum de sévérité la loi sur le Contrôle des Armes, comme un moyen d'aguerrir les hommes au combat. Ces actions sont faites avec une violence exagérée, pour produire autant que possible une ou plusieurs victimes parmi les militaires.

On arrive aux usines en détruisant les meubles et tout ce qui tombe sous nos mains, avec coups de crosse contre les ouvriers sans aucune raison. L'ordre était : « Agir avec ENERGIE et démontrer « à la populace » que l'on ne joue pas avec les militaires ». Pour cela on employait les officiers les plus jeunes qui avaient montré le plus haut degré d'agressivité. Ceux-ci, à leur tour, choisissaient les sous-officiers parmi ceux que l'on estimait les plus décidés, les plus violents et les plus capables. Ils retournaient à leur caserne en rigolant de ce qu'ils appelaient « les têtes d'épouvante » des ouvriers désarmés, quand ils déchargeaient des rafales de mitraillette, et parlaient avec mépris de ceux qu'ils considéraient comme des « lâches ». Nous, nous savions que cela n'était pas vrai, que ces ouvriers obéissaient aux ordres donnés par leurs dirigeants qui les empêchaient d'agir contre les forces répressives.

Chaque fois, on remplaçait quelques officiers pour que le nombre d'aguerris aux combats soit plus grand. C'est ainsi qu'ils ont perdu la crainte d'affronter les ouvriers.

La démission du Général Ruiz posa un grand problème pour les Forces Aériennes. Non seulement c'était un séditieux de valeur pour eux, mais en plus c'était leur leader.

Pour équilibrer cette grande perte pour les séditieux, on commence une campagne systématique pour éliminer le Général Carlos Prats, Commandant en Chef de l'Armée.

C'est une réussite totale.

Le Général Ruiz s'en va le 18 août et le Général Prats le 23 août. Une fois cette dernière ligne de résistance brisée, les séditieux se lancent directement vers le coup d'Etat militaire.

On vit alors dans les unités une véritable psychose de guerre, qui est d'ailleurs de plus en plus entretenue. On fait circuler des rumeurs horripilantes de présumés plans du MIR pour attaquer et tuer les officiers et leurs familles. On envoie des sentinelles dans les quartiers de militaires et l'on recommande aux officiers de faire des tours de garde avec les sous-officiers. Et c'est ainsi que l'on voit des commandants, des capitaines et des lieutenants, auprès des appelés et des soldats patrouillant autour de leurs propres maisons, chose insolite et jamais vue.

On fait des plans de défense et d'évacuation des maisons. La psychose arrive à des extrêmes inconcevables, à tel point que les sabotages faits par les groupes de droite sont attribués au MIR. Dans cet état d'esprit, les militaires peuvent croire n'importe quoi, pourvu que le Haut Commandement l'affirme.

Celui-ci, par l'intermédiaire de circulaires, réunions, conversations et ordres, exige plus de « CONFIANCE ET DE DISCIPLINE », et surtout le strict accomplissement des ordres militaires.

Enfin, le 10 septembre 1973, pendant la nuit, arrive l'ordre, tant attendu par les séditieux, pour quelques UNITES: « Consigné au quartier » et les autres, exécution d'un plan prévu à l'avance.

C. — PLANIFICATION DU COUP D'ETAT MILITAIRE

Il fallait choisir entre trois possibilités, mais toutes impliquaient l'isolement de la ville de Santiago. On disposait une grande quantité de troupes sur les routes principales et secondaires donnant accès à la capitale.

1. - **Opération Rateau ou la chasse aux lapins.** Une fois Santiago-du-Chili isolé, les troupes avanceraient de l'ouest vers l'est, laissant toute facilité à la résistance pour se déplacer vers la cordillère. Une fois ce résultat obtenu, on les anéantirait en les poursuivant vers les collines et les contreforts de la cordillère.

2. - **Anneau simple.** Une fois Santiago isolé, les troupes formeraient un anneau offensif externe autour de Santiago. Cela permettrait de refouler la résistance vers le centre de la capitale, où elle serait anéantie par la convergence de troupes spéciales.

3. - **Anneau double.** Il s'agit de former deux anneaux concentriques.

a) **Anneau extérieur :** il avance vers l'intérieur de Santiago obligeant les adversaires à se retirer vers le centre de la ville.

b) **Anneau intérieur :** formé par un fort noyau offensif préalablement établi dans le centre de la capitale, à partir du palais de la Moneda, qui devrait être soumis ou pris d'assaut. Les troupes du noyau central avanceraient vers la périphérie, et auraient la responsabilité d'anéantir l'adversaire qui, reculant devant la pression de l'anneau extérieur, irait vers le centre. Ceux qui échapperaient de l'anneau intérieur, tomberaient sous la main de l'anneau extérieur.

Cette dernière possibilité fut la technique épuratrice employée. On ne put prendre le palais de la Moneda, mais on le laissa entouré et assiégé ; avec le reste de l'immense potentiel, on frappa vers l'extérieur.

4. - **Manuel Nord-Américain contre l'insurrection.** Le Manuel Confidentiel des Forces Armées Nord-Américaines qui parle des coups d'Etat militaires a été suivi fidèlement.

Ce manuel parle d'abord de frapper violemment les forces populaires, c'est-à-dire, d'arriver à leur anéantissement total, sans pitié ni miséricorde. Frapper jusqu'au fond, employer toutes les forces disponibles au maximum de leur potentiel de feu.

Après, ce manuel parle du démembrement des appareils directeurs des partis politiques par l'intermédiaire de recherches massives, de violations de domiciles et de listes d'appels d'innocents invités à se présenter volontairement.

Ensuite, on passe à la « répression sélective » et à l'emploi de n'importe quel moyen, même le plus brutal, pour obtenir des informations. On planifie la création de camps de concentration, et on impose la violence comme moyen d'intimidation. On emploie les Forces Aériennes contre des objectifs parfaitement délimités. Dans notre cas, le Palais de La Moneda et la résidence présidentielle de Tomás Moro. On utilisa la fusée et la grenade explosive de 20 mm de l'avion Hawker Hunter.

Quelques jours avant le coup d'Etat, le Haut Commandement de la FACH a réuni les commandants des unités sous le prétexte du défilé militaire du 19 septembre. On les informa là-bas que les ordres arriveraient par le réseau du commandement de l'Armée de Terre et qu'ils devraient être exécutés avec rapidité et promptitude.

D. — SUCCES DU COUP D'ETAT MILITAIRE

Le succès du coup d'Etat militaire eut lieu tout d'abord grâce à la guerre psychologique systématique à l'intérieur des Forces Armées, ce qui nécessita le concours et les conseils d'experts qui n'existaient pas au Chili. Nécessairement on a dû importer des Etats-Unis des maîtres de ce type d'activité guerrière.

En second lieu, grâce aux fortes pressions auxquelles les officiers et sous-officiers ont été soumis par les séditieux.

Paradoxalement, en troisième lieu, par la discipline qui rendit possible que les ordres et les directives provenant du Haut Commandement soient exécutés aveuglément.

Il est juste de faire état du sacrifice, au risque de leur vie, de ces chefs, officiers et sous-officiers qui n'ont pas obéi aux ordres de la Junte, ce qui impliquait un crime de lèse Patrie, trahison et sédition. Ce sont des martyrs qui ont offert leurs vies pour la défense des principes sacrés et du serment que nous, les militaires, avons fait devant l'autel de la Patrie.

Si le gouvernement avait pu compter sur des généraux loyaux qui auraient su accomplir leur devoir, aucune des horreurs dont le Chili souffre aujourd'hui n'aurait eu lieu. Ni les officiers, ni les sous-officiers séditieux n'auraient osé aller contre la structure formelle des Forces Armées. C'est seulement avec l'aide des Hauts Commandements qu'on a pu arriver au coup d'Etat militaire.

III — CONSEQUENCES DU COUP D'ETAT MILITAIRE A L'INTERIEUR MEME DES INSTITUTIONS MILITAIRES

Malgré ce qui a eu lieu, et même si cela peut surprendre, plus de 90 % des officiers et sous-officiers ont été surpris par le coup d'Etat militaire.

On vivait dans une situation de psychose, mais on avait besoin de l'aide du Haut Commandement pour une tentative de coup d'Etat.

A. — AVANTAGES POUR LES MILITAIRES DUS AU COUP D'ETAT

1. - Economique : augmentation ostensible des salaires.

2. - Prestige : on a gagné du prestige devant la Haute Société, ce qui est très important pour la grande majorité de ces messieurs les officiers.

3. - Ravitaillement en produits essentiels : ils obtiennent leur ravitaillement sans problème puisqu'ils ont quelques avantages économiques.

B. — DESAVANTAGES

1. - Tranquillité personnelle : ils l'ont perdue complètement. Ils vivent dans leurs casernes et chez eux avec une garde militaire. Ils craignent pour leur sécurité personnelle et celle de leur famille.

2. - Discrédit devant la grande majorité de l'opinion publique, même devant ceux qui, au début, les avaient applaudis vu le triste résultat de la Junte militaire sur le plan économique.

3. - Activités militaires : ils sont très surchargés de travail vu l'excès de gardes, services, patrouilles, rondes, etc.

4. - Liberté : même si ce sont eux qui répriment les actions du peuple, leur liberté et leur mobilité sont énormément réduites.

IV — LE JUGEMENT MILITAIRE

« Vae Victis » : c'est ce que résume la situation de mes compagnons emprisonnés. Sera-t-il possible qu'on les juge et qu'on les condamne pour vouloir défendre la Constitution Politique du Chili ?

Le Code de Justice Militaire est très clair, et dispose de par l'article 272 des possibilités suivantes :

« Les militaires qui, en nombre de quatre ou plus, refusent d'obéir à leurs supérieurs, font des réclamations ou des pétitions irrespectueuses, font du tumulte, ou qui refusent d'exécuter leurs devoirs militaires, seront punis, en tant que coupables de sédition ou d'émeute.

Le témoignage de Castillo est incontestable. Les Forces Armées chiliennes ont accompli le rôle qui leur était assigné par le C.I.A. et l'impérialisme. Nous pensons tout de même nécessaire de poser quelques questions :

1. — Est-ce l'obéissance aveugle aux Etats-Majors n'est-elle pas une façon de maintenir l'ensemble des Forces Armées au service du système capitaliste ? L'expérience chilienne paraît démontrer que l'échec de la bourgeoisie utilisant les voies démocratiques oblige l'armée à employer la force.

2. — Les ordres donnés de façon hiérarchique ainsi que les peines graves pour désobéissance ne forment-elles pas un méca-

« Celui qui prend la parole ou se met à la tête de la sédition, les dirigeants et le plus haut gradé ou le plus ancien s'ils sont plusieurs du même grade, sont condamnés à la peine d'emprisonnement au degré maximum, à mort si le délit a lieu devant l'ennemi, des rebelles ou autres séditieux, ou si l'émeute occasionne la mort d'une personne quelconque. »

Malheureusement dans ce cas, ce sont les séditieux qui ont gagné, et ils se donnent le droit de juger mes compagnons pour ce délit. Je crois que les aberrations juridiques ont une limite, ici, on l'a largement dépassée.

Qu'elle aurait été la situation si le coup d'Etat avait été manqué ? Comment aurait été appliqué l'article 272 par un Juge militaire d'un tribunal légalement et parfaitement constitué ?

Eux, ils méritaient la peine de mort. Ils le savent, et « comme ils n'ont pas raison, ils emploient la raison des bêtes : LA FORCE ». Cela a été dit par un général argentin.

ILLEGITIMITE DU HAUT COMMANDEMENT MILITAIRE CHILIEN

Illégitime, le comportement du Haut Commandement l'a été à double titre :

1. - **Exercice illégal du commandement** : On fait un usage immoral et illégal de ses facultés de commandement, menant toutes les Forces Armées dans des positions anti-constitutionnelles, qui rompent avec sa tradition.

2. - **Abus du commandement militaire** : Profitant du degré de discipline et d'isolement des Forces Armées, on les oriente et on les oblige à déposer le Gouvernement légitime, pour instaurer la plus féroce dictature que le pays ait jamais connue.

COMPORTEMENT DES FORCES ARMEES DU CHILI SA DISPARITION CONSTITUE UNE GRANDE PERTE, MESSIEURS DE LA COMMISSION D'ENQUETE :

Tous les militaires chiliens ne sont pas des criminels ou des séditieux. Quelques-uns ont agi, trompés et de bonne foi au début, d'autres par discipline, d'autres encore parce qu'ils n'avaient pas d'autre alternative.

Vous devez être durs avec les chefs qui ont organisé le crime, avec les militaires qui torturent, avec ceux qui ont soulagé leurs basses passions sur les prisonniers, sur les blessés, et même sur les morts.

J'ai essayé d'être objectif, même si parfois l'émotion m'a trahi. Le coup d'Etat militaire au Chili — comme pour des milliers de mes compatriotes — a détruit ma vie et ma carrière de militaire. Il a ruiné mes espérances et celles de tout un peuple. Il m'a séparé de mes êtres chers. Toutefois, je suis sûr que bientôt s'imposeront la raison, la justice et reviendront dans ma Patrie la vie normale, la liberté, la démocratie et la joie.

nisme de protection qui assure aux Etats-Unis l'impunité en cas de possibles actions anti-démocratiques.

La caste des officiers supérieurs dépendait et dépend idéologiquement, politiquement et économiquement de l'impérialisme, de la C.I.A. et du patronat national. Elle a organisé avec la droite une campagne psychologique visant à faire croire à chaque soldat qu'il pouvait être attaqué à la caserne ou même chez lui par des révolutionnaires armés.

Mais il ne faut pas oublier aussi que le rôle des Forces Armées chiliennes ne peut être analysé que comparativement aux situations respectives de chaque armée avec son propre gouvernement capitaliste.

Les divergences qui se présentent aujourd'hui à l'intérieur de la résistance chilienne, obligent les révolutionnaires à chercher, par tous les moyens, les points de rencontre minimum qui permettent de faire tomber unanimement la dictature fasciste et de reprendre le chemin vers le socialisme initié pendant le gouvernement de S. Allende.

Dans ce sens-ci, nous estimons que le discours fait par le camarade Armando Hart — membre du bureau politique du P.C. Cubain — en hommage au

révolutionnaire tombé dans la lutte, Miguel Enriquez, est d'une importance extrême.

Les socialistes chiliens sont en accord avec le contenu substantiel du texte de A. Hart et donnent spécialement de l'importance aux critères exprimés par celui-ci sur l'unité de la résistance.

« Venceremos » sélectionne dans ses pages ce discours pour le donner à la connaissance de ses lecteurs comme apport nécessaire à définir le chemin de l'unité révolutionnaire jusqu'à la victoire finale.



DISCOURS D'ARMANDO HART EN HOMMAGE A MIGUEL ENRIQUEZ

UNITE ET RESISTANCE A L'INTERIEUR.
SOLIDARITE INTERNATIONALE A L'EXTERIEUR.
VOILA DEUX ELEMENTS DE LA STRATEGIE DU
MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE LATINO-AMERI-
CAIN EN FAVEUR DU CHILI

Discours prononcé par Armando Hart Davalos, membre du Bureau Politique du Parti, lors de la cérémonie en hommage à la mémoire du révolutionnaire chilien Miguel Enriquez, secrétaire général du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), tenue au théâtre Lazaro Peña de la Centrale des Travailleurs de Cuba, à La Havane, le 21 octobre 1974, « Année du XV^e anniversaire ».

Camarades du Secrétariat du Comité Central du Parti présents à cette cérémonie,

Camarades du Comité Central,

Camarades du Comité de Solidarité avec la Lutte anti-fasciste au Chili,

Camarades de la gauche chilienne,

Camarades de la présidence,

Camarades,

...Il faut conquérir la liberté au prix qu'elle requiert, ou se résigner à vivre sans elle, proclama José Martí.

Animé par ce même sentiment, Miguel Enriquez a été conséquent avec ses positions révolutionnaires ; il a donné sa vie dans la lutte pour la résistance chilienne, et sa mort héroïque est un exemple, une nouvelle et impérissable leçon pour son peuple et pour tous les peuples d'Amérique.

Les contacts qu'a eus notre Parti avec la gauche chilienne nous ont permis de connaître de nombreux révolutionnaires pour qui l'exemple de Cuba constituait une expérience. Miguel Enriquez était un de ces hommes. Pour pouvoir donner au peuple cubain une

image de sa personnalité, de ce qu'il représente pour l'avenir du Chili, citons des noms tels que ceux d'Abel Santamaria, de José Antonio Echevarria et de Frank País.

Miguel Enriquez n'avait pas encore donné tout ce dont il était capable. Si l'on tient compte de ce qu'il avait déjà réalisé, nous pouvons dire de lui qu'il était déjà un grand révolutionnaire. Si l'on tient compte de ce qu'il aurait pu être, nous pouvons affirmer, sans crainte de nous laisser mener par nos sentiments ou par l'émotion, que Miguel Enriquez avait la trempe d'un chef de révolution.

La seule existence du Mouvement de la Gauche Chilienne (MIR) et le fait qu'il se soit maintenu dans la clandestinité, qu'il ait lutté et organisé le peuple durant tout ce temps, prouvent clairement que ce révolutionnaire était un homme d'action, un dirigeant, un guide d'hommes. Il est mort en luttant, en combattant et en résistant. C'était un chef d'actions armées.

Les Cubains qui ont eu l'opportunité de le connaître ont pu apprécier son indiscutable talent, ainsi que son esprit et sa capacité intellectuelle. Il défendait ses points de vue brillamment et avec clairvoyance.

Si, d'une part, nous voyions en lui un homme d'action capable de diriger et d'organiser les combattants, d'autre part, nous remarquons qu'il possédait une indiscutable tendance, propre à tous les jeunes révolutionnaires du cône sud de l'Amérique Latine, à analyser les problèmes politiques et pratiques de la lutte du point de vue théorique et idéologique, au sens le plus noble et le plus pur du terme.



**MAIS LA LUTTE SE POURSUIVRA
PAR DE NOUVELLES ACTIONS,
ET DE NOUVEAUX HEROS SURGIRONT**

La figure de Miguel Enriquez est étroitement liée à la naissance et au développement du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire du Chili. Il est impossible de parler de sa personnalité sans établir un rapport avec le MIR chilien.

Cette organisation, dont l'histoire est brève mais brillante et combative, constitue aujourd'hui une force indispensable dans la lutte révolutionnaire du Chili. Il y a cependant une question essentielle que le peuple cubain doit connaître avec exactitude. Il serait injuste de la passer sous silence en cette heure où nous nous réunissons pour rendre un hommage posthume au secrétaire général du MIR.

Quelle que soit notre opinion sur les relations du MIR avec les autres forces de gauche, sur sa conception quant à la façon, à l'endroit et au moment de recourir à la violence révolutionnaire, nous avons le devoir de souligner devant notre peuple que le MIR a toujours été fortement influencé et inspiré par la Révolution Cubaine.

La première activité politique importante de Miguel Enriquez consista précisément à organiser, dans la ville chilienne de Concepcion, des rassemblements populaires pour la défense de Cuba, au moment de l'attaque impérialiste de Playa Giron. Il n'avait alors que 17 ans.

La personnalité révolutionnaire de Miguel Enriquez, la fougue des combattants du MIR et même l'intransigeance révolutionnaire qui les caractérisait, et que nous aurions d'ailleurs voulue plus flexible dans certaines situations politiques concrètes, sont peut-être les meilleures preuves de l'influence de Cuba sur le mouvement révolutionnaire latino-américain.

En cette heure douloureuse, notre peuple adresse aux combattants du MIR chilien un salut empreint d'émotion. Notre peuple doit savoir que Miguel Enriquez était profondément attaché à la révolution socialiste de Cuba.

Sa disparition constitue une grande perte, mais la lutte se poursuivra par de nouvelles actions, et de nouveaux héros surgiront jusqu'à ce que, pour reprendre les mots du président Allende, « les grandes avenues chiliennes s'ouvrent pour les travailleurs » (Applaudissements).

Lorsqu'il s'agit de rendre hommage à un homme comme Miguel Enriquez, nous ne pouvons nous limiter à exalter sa personnalité politique et historique. Nous devons saisir l'occasion de cet hommage pour ana-

lyser et chercher les moyens de combattre le fascisme.

Les hommes meurent, les peuples restent... La tragédie reste présente, martelant notre conscience révolutionnaire. Les tragiques enseignements que nous a laissés le fascisme dans le monde indiquent que ce n'est que par une stratégie concrète, par une lutte et une résistance quotidiennes et tenaces et par un soutien international décidé que cet ennemi peut être vaincu.

Des liens de profonde solidarité nous unissent au Chili, car nos deux pays sont partie intégrante de la Grande Patrie Latino-américaine et des Caraïbes. Nous sommes essentiellement unis par nos intérêts de classe et par les principes de l'internationalisme prolétarien. Par ailleurs, des circonstances spéciales ont développé des liens très étroits entre notre peuple et la gauche chilienne depuis le triomphe même de la Révolution Cubaine. Les relations maintenues par notre Parti avec les organisations de la gauche chilienne, au long de ces quinze dernières années, peuvent être qualifiées d'exemplaires.

Dans les années qui suivirent le triomphe de la Révolution Cubaine, il régnait au Chili une situation politique bien différente de celle de Cuba à l'époque de la lutte contre la tyrannie. Les conceptions de Cuba ne pouvaient être influencées que par sa propre expérience historique. Toutefois, nous avons toujours compris et appuyé, par tous les moyens à notre portée, les activités de la gauche chilienne, qui devaient être nécessairement différentes de celles qui conduisirent au triomphe révolutionnaire cubain.

En 1959, il existait déjà au Chili une bonne organisation et un haut niveau idéologique parmi la classe ouvrière, une vaste culture politique parmi les étudiants et les intellectuels ainsi qu'une profonde conscience anti-impérialiste. Il était donc logique que le triomphe des idées socialistes à Cuba exerce une forte influence sur le Chili.

En tant que révolutionnaires cubains, nous tenons à mettre l'accent, ce soir, sur une question essentielle du phénomène chilien. Le dénouement tragique du processus révolutionnaire chilien ne peut nous faire oublier un fait historique : le Chili a été, en effet, le seul pays du continent, après le triomphe de la Révolution Cubaine, où les partis ouvriers ont conquis le pouvoir dans le but de s'acheminer vers le socialisme (Applaudissements).

La douleur que nous ressentons aujourd'hui et l'expérience que les Chiliens ont certainement tirée du coup d'Etat fasciste ne peuvent amoindrir la signification politique et l'expérience historique que représente cette victoire socialiste et communiste pour les peuples d'Amérique Latine (Applaudissements).

On avait beaucoup parlé de l'expérience chilienne du socialisme. On avait fondé de grands espoirs sur le processus révolutionnaire chilien. Aujourd'hui que ces espoirs ont avorté, que les révolutionnaires sont assassinés, incarcérés et obligés de quitter leur patrie, et que la botte ensanglantée de la dictature bourgeoise foule aux pieds la Constitution, les lois et les libertés démocratiques, le Chili est dramatiquement devenu une nouvelle source d'enseignements pour les révolutionnaires (Applaudissements).

Quelle est l'amère leçon que nous devons tirer du Chili ?

Les lois de la lutte des classes devaient se matérialiser au Chili, comme l'avait annoncé Fidel dans un discours historique prononcé le 2 décembre 1971, au Stade National de Santiago. La clique militaire qui a violé les libertés démocratiques et les institutions sur lesquelles les forces armées chiliennes prétendaient baser leur autorité, leur prestige et leur histoire, a confirmé récemment, aux yeux du monde, entier, les vérités découvertes par Marx au sujet de la lutte des classes. Pinochet et consorts ignorent à quel point ils ont contribué, par leur action criminelle, à confirmer, aux yeux des révolutionnaires, la nécessité de la dictature populaire en tant qu'instrument de pouvoir des masses laborieuses contre l'oligarchie ! (Applaudissements). Ils ignorent à quel point ils ont contribué à souligner le rôle des classes réactionnaires et les moyens auxquels elles ont recours pour exercer leur cruelle dictature bourgeoise.

Il suffirait de relire « La guerre civile en France », de Karl Marx, et de nous remémorer les expériences que les fondateurs du socialisme scientifique tirèrent de la Commune de Paris pour constater à quel point les problèmes que rencontre la classe ouvrière chilienne depuis le coup d'Etat réactionnaire sont semblables à ceux qu'avaient abordés Marx et Engels. Les nouvelles qui nous parviennent du Chili semblent être — en dépit des différences chronologiques et géographiques — la copie de celles qui provenaient de France après la Commune. Lors de son voyage au Chili, Fidel nous disait : « Si Marx vivait, il pourrait venir au Chili pour confirmer toutes ses conceptions » (Applaudissements).

Le triomphe électoral de Salvador Allende, qui remporta plus de 36 % des suffrages, et le fait qu'il ait obtenu 44 % des voix aux élections municipales après son accession au pouvoir et ce, dans le cadre d'une constitution bourgeoise, prouvent à quel point les idées socialistes s'étaient implantées au Chili et quelle était la force réelle de la classe ouvrière chilienne. Une victoire électorale de cette envergure, avec un candidat qui présentait un programme socialiste et s'appuyait sur l'unité la plus étroite entre socialistes et communistes, avait donné lieu à bien des espoirs et à bien des illusions. C'est pourquoi le renversement brutal du gouvernement de l'Unité Populaire a eu une répercussion aussi extraordinaire au

sein du mouvement ouvrier et communiste international.

Les espoirs qui naquirent à la suite du triomphe de l'Unité Populaire étaient à la mesure de la répercussion mondiale qu'a eue le coup d'Etat fasciste. Pour les révolutionnaires chiliens et pour la gauche latino-américaine, cette nouvelle situation a placé la question du Chili au premier plan des problèmes théoriques et pratiques à résoudre.

Ce n'est pas à nous, Cubains, qu'il incombe de faire une analyse critique du rôle et de l'attitude de chacune des organisations et de chacun des partis chiliens. Il n'est pas toujours nécessaire, ni même utile, de juger la politique suivie dans le passé par chacune de ces organisations ou partis. Cela revient, en dernière instance, aux historiens. Et l'expérience nous enseigne que même eux peuvent rencontrer des difficultés.

Toutefois, en prenant en considération les expériences du Chili, nous, marxistes-léninistes d'Amérique Latine, avons l'exceptionnelle possibilité historique d'ébaucher une véritable stratégie de masse pour le triomphe de l'idéologie du prolétariat. Le Parti Communiste de Cuba se met à la disposition des marxistes-léninistes et de toute la gauche anti-impérialiste du continent pour établir et appliquer conjointement une stratégie révolutionnaire de grande portée, en tenant compte des conditions actuelles de l'Amérique Latine et de la situation singulière de chaque pays (Applaudissements).

Le putsch fasciste du Chili est incontestablement l'exemple le plus éloquent, ou tout au moins celui qui a eu la plus grande répercussion dans le monde, de ce que peut faire l'impérialisme. Comme l'a déclaré Fidel, le coup d'Etat fasciste a été fomenté et dirigé par le C.I.A., et le gouvernement des Etats-Unis s'est vu dans l'obligation de le reconnaître.

Il est impossible de dissocier la question chilienne de la situation qui prévaut sur le reste du continent, et il serait même impossible de l'analyser sans tenir compte de la situation mondiale actuelle.

La détente internationale et la coexistence pacifique entre Etats à régimes sociaux différents constituent une tendance progressiste de notre équipe qui se reflète aussi sur le continent latino-américain. La détente et la coexistence pacifique ne signifient pas que la lutte des classes soit aujourd'hui moins virulente. Tout simplement, elle se manifeste aujourd'hui différemment, et la classe ouvrière est maintenant en mesure de mieux livrer ses batailles de classe (Applaudissements).

La détente et la prédominance des principes révolutionnaires sur le plan idéologique se sont traduites, sur le continent, par une série de transformations progressistes, comme par exemple le triomphe d'un mouvement militaire progressiste au Pérou (Applaudissements), le premier en son genre dans l'histoire de l'Amérique Latine ; l'accession au pouvoir, en 1970, des partis de l'Unité Populaire au Chili ; le triomphe du mouvement populaire en Argentine, à la suite des victoires électorales du Front Justicialiste, et les positions anti-impérialistes du gouvernement du Panama. Plus récemment, ces transformations favorables se sont manifestées dans les positions nationalistes du Venezuela.

En raison de ces transformations, plusieurs gouvernements latino-américains, qui ont adopté des positions progressistes ou des attitudes d'insubordination face à l'impérialisme, sont prêts aujourd'hui à entretenir des relations constructives avec Cuba. C'est là, évidemment, une victoire de la Révolution Cubaine et de la cause du socialisme sur le continent (Applaudissements).

**LA LUTTE POUR LE SOCIALISME
DOIT ETRE INTIMEMENT LIEE
A LA LUTTE POUR LES LIBERTES
DEMOCRATIQUES
DE LA CLASSE OUVRIERE
ET DU PEUPLE TRAVAILLEUR**

Le Gouvernement Révolutionnaire a déclaré qu'il était prêt à entretenir des relations avec certains gouvernements latino-américains, à condition que ceux-ci adoptent des positions indépendantes vis-à-vis de l'impérialisme, et que ces relations s'établissent sur un plan d'égalité et de respect mutuel, en marge de l'OEA (Organisation des Etats Américains), une institution qui a perdu tout prestige. Le camarade Fidel a insisté sur la nécessité de travailler à la future création d'une Organisation Latino-Américaine et des Caraïbes, au sein de laquelle, bien entendu, ne seraient pas représentés les Etats-Unis (Applaudissements).

Ces positions du Gouvernement Révolutionnaire de Cuba représentent une contribution à la stratégie révolutionnaire des peuples latino-américains.

L'impérialisme a répondu à ces transformations progressistes en bafouant brutalement les libertés démocratiques en Uruguay, en intensifiant le fascisme dans d'autres pays d'Amérique du Sud et en perpétrant le coup d'Etat fasciste du Chili.

Camarades,

Les transformations révolutionnaires seront définitivement garanties si les travailleurs prennent part aux processus politiques qui se déroulent actuellement sur le continent (Applaudissements). Mais comment y parvenir ?

Nous devons œuvrer en faveur d'un ample mouvement contre le fascisme dans cet hémisphère. Nous devons également appuyer activement les mesures progressistes et nationalistes des gouvernements qui adoptent des positions anti-impérialistes. Par ailleurs, nous devons lutter avec acharnement en faveur des libertés et des droits publiques et syndicaux de la classe ouvrière.

Nous, communistes, devons appliquer cette stratégie jusqu'à ses dernières conséquences, sur la base des principes et de la pratique que nous ont légués Marx, Engels et Lénine.



La lutte pour le socialisme doit être très étroitement unie au combat que livrent la classe ouvrière et le peuple travailleur pour que soient respectées les libertés démocratiques. Cela constitue l'un des fondements de la stratégie du mouvement ouvrier et communiste établie par Marx, Engels et Lénine.

Si nous analysons ce principe à la lumière de la situation chilienne, nous pourrions en comprendre toute la signification. Et, si nous remontons à l'origine de l'actuelle étape révolutionnaire, nous n'aurons aucune difficulté à le comprendre.

Le renversement du gouvernement de l'Unité Populaire, parvenu au pouvoir par la voie électorale, a établi un antagonisme évident entre les classes réactionnaires du Chili et les traditions démocratiques de ce pays. Le fait que la botte fasciste ait foulé aux pieds la Constitution, les lois et les traditions démocratiques marque la ligne de division entre le peuple et ses ennemis.

La condamnation la plus absolue et la plus conséquente de la junte fasciste et de tous les dirigeants civils qui l'ont fomentée représente un des étendards de lutte du mouvement populaire antifasciste.

Ceux qui, à la suite du coup d'Etat, se sont fait photographier aux côtés de Pinochet, sont condamnés à jamais dans le monde entier, aux yeux des défenseurs de la démocratie, sous l'épithète infamant de FASCISTES ! (Applaudissements).

Les traditions démocratiques du peuple chilien représentent une force d'une énorme signification morale pour les révolutionnaires. Le fait que le processus révolutionnaire chilien ait suivi les voies institutionnelles sans atteindre néanmoins ses objectifs de consolidation historique ne signifie pas que les traditions constitutionnelles, si profondément enracinées dans la conscience sociale chilienne, cesseront d'être une source d'inspiration et d'encouragement. Bien au

contraire. Les traditions institutionnelles du peuple chilien seront reprises un jour par les partis qui, avec décision, opposeront la résistance la plus tenace, par tous les moyens à leur portée, à la junte fasciste (Applaudissements).

**LA PERSONNALITE
ET LE TALENT POLITIQUE
DE FIDEL DONNERENT
A LA CONDUITE REVOLUTIONNAIRE
UNE LIGNE UNITAIRE**

L'expérience que nous avons acquise, nous, Cubains, nous permet de comprendre ces problèmes. Les situations historiques ne se reproduisent jamais exactement, mais il existe certaines constantes qui s'avèrent utiles à l'analyse de la réalité d'autres pays. Fidel a déjà signalé que le 11 septembre pouvait être considéré comme l'équivalent du 10 mars 1952. Comme vous vous en souviendrez, le coup d'Etat du 10 mars mit fin au processus institutionnel et renforça les conditions favorables à la lutte révolutionnaire. Vous vous souviendrez également que cette lutte visa dès le début la défense de la Constitution de 1940. Cette même lutte devait plus tard se donner des objectifs plus élevés ; plus élevés parce que plus démocratiques. En effet, en raison même de la lutte qu'il livra, le peuple devait embrasser les idées socialistes. Mais la fermeté dont fit preuve notre peuple dans la lutte contre le coup d'Etat du 10 mars trouvait ses origines dans l'indignation qu'avait soulevée l'annulation des institutions constitutionnelles. Il est indispensable de comprendre clairement cela pour saisir la signification politique du mouvement armé dirigé par Fidel, le 26 juillet 1953 (Applaudissements).

A partir du 10 mars, au nom des institutions démocratiques, les révolutionnaires nièrent la légitimité du gouvernement intronisé dans le pays. Et, au nom de cette illégitimité, nous défendîmes le principe selon lequel le coup militaire avait fermé toutes les issues, et selon lequel il n'y aurait de démocratie qu'après la défaite de la sanglante tyrannie. La proclamation catégorique de l'illégitimité du coup d'Etat du 10 mars et des mesures dictées par le gouvernement renforça notre lutte. Dès lors, il n'y eut pour nous aucune incompatibilité entre la lutte en faveur des institutions constitutionnelles et la lutte de caractère insurrectionnel la plus résolue. Au contraire, à Cuba, la lutte insurrectionnelle s'alimenta du fait que les institutions avaient été violées. A la violence réactionnaire du coup d'Etat, nous répondîmes par le mouvement révolutionnaire dirigé par Fidel. Les révolutionnaires cubains, avec Fidel à leur tête, puisèrent force et courage dans les traditions patriotiques et démocratiques de leur peuple, dans la mobilisation intense des masses laborieuses et dans l'analyse dialectique des situations politiques concrètes.



Le mouvement guérillero disposait d'une solide base politique qui se renforça à mesure que l'Armée Rebelle multiplia ses actions, que s'accrût la résistance et qu'augmentèrent les sabotages et les grèves à travers tout le pays, et que se créa un vaste réseau clandestin, qui coûta des milliers de vies humaines à la patrie. D'autre part, la personnalité et le talent politique de Fidel donnèrent à la conduite révolutionnaire une ligne unitaire (Applaudissements).

L'ample base de soutien qu'apportèrent divers secteurs de la population, la résistance, les sabotages, des grèves qui se déclenchèrent dans tout le pays, le fait que la guérilla cubaine était l'expression appropriée d'une profonde exigence nationale de caractère démocratique, les méthodes politiques unitaires de Fidel, bref, tous ces aspects de l'histoire de notre révolution doivent être analysés avec le plus grand soin si l'on veut comprendre les raisons du triomphe révolutionnaire du 1^{er} janvier 1959 (Applaudissements).

En effet, s'il est vrai que la guérilla et l'Armée Rebelle jouèrent un rôle décisif dans la victoire, il ne faut pas oublier pour autant de mentionner d'autres éléments de grande importance, tels que l'appui de divers secteurs sociaux, en particulier des ouvriers et des étudiants des zones urbaines et des paysans des zones rurales, auquel s'ajoutèrent divers facteurs magistralement utilisés par Fidel. Sans ces éléments, la guérilla aurait pu rester isolée. Seule cette analyse intégrale nous empêche de simplifier et de sous-estimer le mérite historique de la guérilla cubaine et l'expérience politique qu'il faut en tirer, et d'arriver ainsi à des conclusions erronées.

La lutte insurrectionnelle cubaine disposait d'une base sociale étendue, essentiellement parce qu'elle avait répondu, dès le début, à une profonde exigence nationale et démocratique, c'est-à-dire le renversement de la tyrannie.



MIGUEL ENRIQUEZ A ETE CONSEQUENT AVEC SES POSITIONS REVOLUTIONNAIRES ; IL A DONNE SA VIE DANS LA LUTTE POUR LA RESISTANCE CHILIENNE, ET SA MORT HEROIQUE EST UN EXEMPLE, UNE NOUVELLE ET IMPERISSABLE LEÇON POUR SON PEUPLE ET POUR TOUS LES PEUPLES D'AMERIQUE

Nous ne nous éloignâmes jamais des traditions démocratiques.

Nous eûmes toujours conscience de la nécessité de nous allier au peuple, et Fidel nous démontra constamment l'importance de l'unité de toutes les forces révolutionnaires (Applaudissements).

Ces vérités, qui font partie de notre histoire et de notre propre formation politique, doivent être comprises pour qu'il soit possible d'étudier les processus révolutionnaires du Chili et de l'Amérique Latine.

Les peuples d'Europe, et à leur tête la grande Union Soviétique, ont écrasé le fascisme.

Le peuple chilien, lui aussi, écrasera le fascisme !

Au Chili, les institutions démocratiques et constitutionnelles jouissaient de plus d'autorité et de prestige que celles de Cuba, avant le 10 mars. C'est pourquoi le crime commis par les fascistes, le 11 septembre, est historiquement plus grave que celui perpétré par la clique de militaires cubains, en 1952.

Pour être réellement conséquente, toute consigne en faveur de la démocratie doit tout d'abord proposer d'écraser le fascisme. Nous ne pouvons permettre que le fascisme se consolide historiquement au Chili. Et il existe d'amères expériences de consolidation du fascisme.

La thèse marxiste-léniniste selon laquelle il est indispensable de lier la lutte pour le socialisme à la lutte pour la démocratie, fondement de la stratégie classique du mouvement communiste dans la lutte pour la prise du pouvoir, acquiert du prestige et un sens politique concret aux yeux des masses, dans la mesure où nous, communistes, sommes capables de faire face, par tous les moyens possibles, à ces régimes qui constituent la négation la plus absolue des libertés démocratiques et qui s'attirent la haine du peuple et la condamnation de l'Histoire (Applaudissements).

Cette ligne de principe acquiert une valeur pratique dans la mesure où, pour défendre les droits démocratiques, nous nous montrons capables de mobiliser le peuple contre les éléments séditionnels et antidémocratiques, dans la mesure où nous créons les conditions nécessaires et où nous nous montrons décidés à employer les méthodes les plus résolues, les plus adéquates et les plus révolutionnaires ; en d'autres termes, dans la mesure où, contre la violence réactionnaire des groupes antidémocratiques, nous

utilisons la violence révolutionnaire des masses laborieuses (Applaudissements).

C'est la réaction qui n'est pas intéressée à la démocratie. Et quand l'exercice des droits démocratiques du peuple met en danger ou affecte ses intérêts, elle a recours à la conspiration. Voilà pourquoi les détachements révolutionnaires doivent être prêts à diriger les actions armées du peuple, dans le but de défendre leurs droits démocratiques. Ce n'est pas nous, les révolutionnaires, qui engendrons la violence. Comme l'a confirmé l'histoire, la violence est la conséquence inévitable de l'attitude qu'adopte la réaction en fermant la voie de la démocratie, quand elle voit ses intérêts de classe menacés.

Et c'est exactement ce qui s'est passé au Chili. Les libertés démocratiques ont été violées ; les partis ouvriers réduits à la clandestinité ; le président démocratiquement élu, assassiné ; les dirigeants populaires emprisonnés ou criblés de balles. Au Chili, le peuple n'a pas le choix ; il doit écraser le fascisme par tous les moyens qui sont à sa portée. Cette leçon historique nous a été démontrée de façon exemplaire par les peuples d'Europe et, en particulier par l'Union Soviétique, dans leur lutte contre le fascisme et le nazisme (Applaudissements). Les peuples d'Europe, et, à leur tête, la grande Union Soviétique, ont écrasé le fascisme. Le peuple chilien, lui aussi, écrasera le fascisme ! (Applaudissements).

Dans de telles circonstances, le caractère illégitime et antidémocratique de la junte fasciste constitue un thème fondamental des consignes révolutionnaires.

C'est pourquoi la non-reconnaissance du régime chilien par le gouvernement soviétique et d'autres pays socialistes a constitué, plus qu'une formalité de caractère diplomatique, un événement d'une grande importance révolutionnaire dans l'ordre des relations entre les pays à régimes sociaux différents. La décision de l'Union Soviétique et l'appui qu'elle a apporté au peuple chilien ont eu des répercussions considérables sur tous les secteurs populaires de l'Amérique Latine, et le socialisme a vu grandir son prestige sur ce continent.

Le fait qu'un grand nombre de pays, en majorité socialistes, et même certains pays capitalistes, n'aient pas voulu établir de relations avec la junte est éloquent. Dans les conditions du monde actuel, un ample mouvement antifasciste d'appui au Chili peut se con-

vertir en une force active de soutien à la classe ouvrière et aux révolutionnaires de ce pays, qui peut contribuer à développer et à approfondir la lutte des travailleurs contre leurs exploiters.

Mais il est évident que, pour que cet apport soit utile, il est indispensable que les révolutionnaires chiliens s'unissent contre la junte fasciste (Applaudissements).

**L'UNITE DES FORCES POPULAIRES AU CHILI
ET SON AMPLEUR EXIGENT, EN PREMIER LIEU,
L'UNITE ENTRE LE PARTI COMMUNISTE,
LE PARTI SOCIALISTE
ET LE MOUVEMENT DE LA GAUCHE
REVOLUTIONNAIRE**

L'unité des forces populaires au Chili et son ampleur exigent, en premier lieu, l'unité entre le Parti Communiste, le Parti Socialiste et le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (Applaudissements). Pendant les derniers mois, Miguel Enriquez travaillait à cette unité. Cela aidera d'une manière décisive à l'unité du MIR avec tous les partis de l'Unité Populaire et cela constitue d'ailleurs, depuis longtemps, une exigence du processus révolutionnaire chilien.

Il est évident que ce sont les Partis Communiste et Socialiste qui ont le plus d'influence sur la classe ouvrière chilienne. Le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire affirme qu'il se propose de lutter pour les idées communistes. Nombre de ses cadres qui procédaient des milieux étudiants et intellectuels de la société chilienne sont entrés en relation avec le paysannat et les milieux les plus humbles de la population urbaine et de la classe ouvrière.

L'alliance étroite entre les partis de l'Unité Populaire et le MIR créera, à son tour, les conditions nécessaires à l'incorporation de larges secteurs de la Démocratie Chrétienne à la lutte antifasciste. Pour la conscience démocratique de nombreux militants du Parti Démocrate-Chrétien, le coup d'Etat a dû être répugnant. Les secteurs de la direction de la Démocratie Chrétienne du Chili qui ont fait ou veulent faire le jeu du fascisme trahissent les principes démocratiques et seront répudiés par l'Histoire.

Les membres de la junte sont épouvantés à l'idée que certaines personnalités démocratiques puissent avoir encore de l'influence à l'intérieur des forces armées ; l'assassinat du général Carlos Prats qui, par sa loyauté au président Allende et à la Constitution, s'était gagné le respect de vastes couches de la société, en est une preuve éclatante.

Cependant, ce n'est que si l'union étroite des forces de la gauche est assurée que l'influence des idées démocratiques sur tous les secteurs de la société chilienne pourra transformer la situation.

Si la gauche chilienne réussit à articuler une stratégie adéquate pour affronter le fascisme, elle pourra canaliser le mouvement croissant de solidarité qui se manifeste en faveur du Chili, à travers le monde



entier. D'autre part, si le mouvement communiste et ouvrier d'Amérique Latine, en s'appuyant sur toutes les organisations de gauche et sur les secteurs antifascistes, développe la lutte en faveur de la solidarité avec le Chili, il créera en même temps un puissant mouvement antifasciste sur tout le continent.

La recherche de formules de coopération internationale pour appuyer le peuple chilien permettra peut-être aux partis communistes et ouvriers et à toute la gauche d'Amérique Latine de trouver les formules d'unité qui, demain, seront utiles pour aborder des tâches révolutionnaires de plus grande envergure.

Les peuples d'Europe, qui savent ce qu'est le fascisme et qui, pour l'écraser, ont été obligés de livrer une guerre mondiale terrible, appuieront largement cette lutte. Cet appui sera particulièrement sensible de la part des pays socialistes.

Les impérialistes utilisent le fascisme pour essayer de résoudre leurs crises économiques et politiques les plus graves. La crise du capitalisme mondial, qui se manifeste à travers l'inflation croissante et à travers des relations de plus en plus tendues avec les pays sous-développés, contient en elle-même la menace du fascisme. Et la classe ouvrière du monde entier doit aujourd'hui tenir compte de cette menace. Ainsi, la lutte contre le fascisme chilien peut être le point de départ d'un mouvement beaucoup plus vaste, qui aidera d'autres peuples à affronter les actions séditionnelles que l'impérialisme et les classes réactionnaires de chaque pays essaieront de réaliser pour freiner l'avance des positions progressistes.

Et si les Chiliens, par l'unité interne de leurs forces de gauche, et les peuples d'Amérique Latine, par leur solidarité et leur appui décisif au peuple chilien, étaient capables de déclencher une lutte politique et idéologique, une lutte massive ou de tout autre type

pour appuyer le Chili, ils seraient en mesure d'affronter les tâches révolutionnaires de notre temps d'une manière extraordinairement positive.

Unité et résistance à l'intérieur. Solidarité internationale à l'extérieur. Voilà deux éléments de la stratégie du mouvement révolutionnaire latino-américain en faveur du Chili.

ERNESTO CHE GUEVARA ET SALVADOR ALLENDE. NOTRE DEVOIR, EN TANT QUE REVOLUTIONNAIRES D'AMERIQUE LATINE, EST DE SUIVRE LA VOIE QUE CES DEUX SYMBOLES OUVERT POUR NOUS, CAR IL S'AGIT DE DEUX VOIES QUI S'EMBRANCHENT, DE DEUX SYMBOLES QUI S'UNISSENT

Camarades Chiliens,

Ce n'est pas le moment des récriminations ni celui des reproches. C'est à chaque révolutionnaire et à chaque organisation qu'il incombe de faire sa propre analyse du passé. Néanmoins, il faut que tous les partis de la gauche chilienne affrontent ensemble la lutte contre le fascisme. Tel est l'appel que lance notre Parti à l'occasion de cette cérémonie où nous rendons hommage au combattant Miguel Enriquez (Applaudissements prolongés).

Camarades,

Un combattant de la révolution latino-américaine est tombé. Le sang des hommes de bien n'est pas versé en vain, a dit José Martí. Nous servons la cause, même après la mort, a dit Julio Antonio Mella. Le sang et la vie de Miguel Enriquez doivent amener tous les révolutionnaires, chiliens, cubains et latino-américains, à méditer sur les voies que doit emprunter désormais la révolution.

De grandes possibilités révolutionnaires s'offrent aujourd'hui aux peuples d'Amérique Latine. Et nous devons ces possibilités aux milliers de combattants qui, comme Miguel Enriquez, sont tombés au cours de la lutte. A quelques jours seulement de la mort héroïque de Miguel Enriquez, pensons à ceux qui, par milliers, sont tombés dans les villes, les campagnes et les prisons d'Amérique Latine. Par leur généreux sacrifice, ils nous encouragent et nous incitent à accomplir notre devoir et à poursuivre le combat. Parmi ces morts, il y a deux noms dont l'humanité gardera le souvenir à jamais : celui du guérillero héroïque, Ernesto Ché Guevara (Applaudissements), et celui du président constitutionnel du Chili, le camarade Salvador Allende (Applaudissements). L'un, Argentin-Cubain, et l'autre, Chilien, deux Latino-américains qui se dressent comme un défi à l'avenir.

Notre devoir, en tant que révolutionnaires d'Amérique Latine, est de suivre la voie que ces deux symboles ouvrent pour nous, car il s'agit de deux voies qui s'embranchent, de deux symboles qui s'unissent (Applaudissements).

Le meilleur hommage que l'on puisse rendre à la mémoire de Miguel Enriquez est de rappeler l'héritage immortel que nous ont laissé ces deux symboles, ainsi que les combattants du Palais de la Monnaie et les guérilleros internationalistes qui se battaient dans les forêts de la Bolivie (Applaudissements).



Camarade Miguel Enriquez, tu es resté fidèle jusqu'à la mort à l'exemple héroïque qu'a légué Salvador Allende au Palais de la Monnaie. Tu es resté fidèle jusqu'au bout à l'exemple de Ché, dans la guérilla internationaliste. Tu t'es gagné une place d'honneur dans l'histoire du Chili et dans le cœur du peuple cubain (Ovation).

Au nom de notre peuple, Miguel Enriquez, nous pouvons te répéter ces paroles de Fidel :

« Si un jour nous avons été capables de nous priver d'une partie de notre ration de sucre pour la donner au peuple chilien, nous serons capables de nous sacrifier et de mourir pour la révolution chilienne ! »

Gloire aux combattants !

Gloire à ceux qui résistent dignement dans les prisons et dans les camps de concentration !

Gloire à ceux qui meurent au combat !

Gloire à ceux qui ont essayé de... prendre le ciel d'assaut !

**LA PATRIE OU LA MORT
NOUS VAINCRONS**

DERNIERE MINUTE



« Venceremos » a reçu le journal clandestin de la résistance chilienne : « La Chispa ». Dans notre prochain numéro on rapportera les détails des 5 premières publications de « La Chispa » déjà parus à l'intérieur du Chili dans la clandestinité. N.D.L.R.

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS POUR EXISTER!

La Résistance du peuple chilien s'organise, renforce et développe ses positions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Elle doit pouvoir compter sur votre solidarité militante qui contribuera à hâter la chute de la dictature fantoche, de la C.I.A., Pinochet et Cie.

Le Parti Socialiste Chilien à Paris lance une revue : organe indispensable pour faire connaître, analyser et soutenir la lutte révolutionnaire des camarades qui se battent à l'intérieur du pays.

Nous vous remercions de l'accueil donné au premier numéro.

Nous souhaitons que le deuxième numéro et les suivants trouvent chez vous le même intérêt et continuent à développer le vaste mouvement de solidarité avec la lutte du Peuple Chilien.

Nous attendons vos critiques, vos suggestions et votre appui généreux. Notre lutte antifasciste est aussi la vôtre !

VENCEREMOS

ORGANE DE DIFFUSION DU PARTI SOCIALISTE CHILIEN / PARIS

Je désire m'abonner à trois numéros de la revue

Nom

Adresse

J'envoie un chèque bancaire ou un mandat postal au compte Crédit Lyonnais
Agence Paris R. B-476 - N° 45099-E.

Somme minimum pour trois numéros : 21 F - Franco 27 F - Apport solidarité...

